

## LA DIRECTIVE DE M. MITTERRAND AUX ARMÉES

## La France protégera par la force ses essais nucléaires en Polynésie

### Une certaine image

« Un Watergate tricolore... » L'expression revient de plus en plus souvent sous la plume des commentateurs et dans les propos des rares hommes politiques qui se hasardent à risquer un avis sur les conséquences de l'affaire du « Rainbow Warrior ». Force pourtant est de reconnaître qu'elle n'est guère appropriée, et que, à moins d'un fracassant coup de théâtre, elle ne sera pas justifiée.

Que fut en effet le scandale du Watergate ? La « couverture » par le président Nixon de procédés de droit commun — le cambriolage du siège national du Parti démocrate — pour espionner des adversaires politiques puis le recours systématique à un message pour tenter de faire disparaître les preuves de sa forfaiture. M. Richard Nixon, donc, ne poursuivait dans cette affaire que des buts personnels même s'il lui est arrivé d'invoquer la raison d'Etat, obéissant qu'il était par toutes les fuites provenant de son administration, afin de justifier « a posteriori » son comportement.

L'affaire du « Rainbow Warrior » est d'une tout autre nature, puisque l'action des services français visait à décourager les militants de Greenpeace de poursuivre leur campagne contre les essais nucléaires à Mururoa. Que la méthode choisie ait été à la fois stupide et criminelle ne fait aucun doute. Mais il n'est pas possible d'affirmer que l'équipage d'Auckland se soit livré à des persécution de M. Mitterrand. C'est d'ailleurs ce que rappelle indirectement la directive adressée dimanche 18 août par le président aux forces armées et dans laquelle il « réitère » l'ordre d'interdire par tous les moyens la violation des eaux territoriales et de l'espace aérien dans lesquels ont lieu les expériences nucléaires françaises.

Une seule hypothèse — improbable — pourrait maintenant permettre d'établir un parallèle entre le Watergate et le « Rainbow Warrior » : c'est si la preuve était faite que le président de la République avait été mis personnellement au courant de l'expédition d'Auckland. Dans ce cas, en effet, M. Mitterrand aurait menti publiquement pour se protéger, puisqu'on peut interpréter comme une affirmation d'ignorance la désignation d'un enquêteur « incontestable » pour faire la lumière sur toute l'affaire. Nous n'en sommes pas là, et rien n'indique qu'on y arrive.

Déjà, cependant, les « folles » d'Auckland ont fait un mal considérable à la diplomatie française. Dans la région du Pacifique surtout, où la poursuite des essais nucléaires va sans doute entraîner une recrudescence de protestations diplomatiques et aussi populaires. A terme plus ou moins éloigné, c'est une forme de la présence française dans la région qui va se trouver en question. Les dégâts dépassent d'ailleurs le Pacifique, puisque c'est une certaine image de la France qui est atteinte, et on peut compter sur ses adversaires pour exploiter le filon.

Raison de plus pour M. Tricot d'aller vite en besogne. Le rétablissement du prestige international de la France exige que les vraies responsabilités soient établies et que toutes les conclusions soient tirées sans tarder. Le silence dans lequel s'enferment les principaux dirigeants du pays comme les chefs de l'opposition, s'il se prolongeait trop longtemps encore, ne pourrait qu'encourager toutes les rumeurs. Il n'est guère compatible, d'autre part, avec l'exercice bien compris du pouvoir et de la démocratie, même si cette affaire touche une zone de l'action gouvernementale qui ne pourra jamais être totalement éliminée.

Alors que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, s'apprête à recevoir, en début de semaine, M. Bernard Tricot, chargé d'enquêter sur les responsabilités administratives, en France, de l'attentat contre Greenpeace en Nouvelle-Zélande, le président de la République a donné l'ordre à la marine nationale de s'opposer, par la force, à toute intrusion étrangère à Mururoa et a réaffirmé que la France continuera ses essais nucléaires en Polynésie.

« La dissuasion, c'est moi », a dit récemment M. François Mitterrand. C'est au nom de ce principe d'Etat que le président de la République vient de réitérer aux armées, dont il est le chef suprême en vertu de la Constitution, l'ordre de s'opposer, au besoin par la force, à toute violation de l'espace national, maritime et aérien, des atolls de Mururoa et de Fangataufa.

Depuis que la France réalise des essais nucléaires, d'abord aériens, sous-marins ensuite, en Polynésie, la marine nationale a toujours été chargée de veiller à la sécurité des abords des deux centres d'expérimentation. Cela lui a valu quelques combats homériques avec les équipages des voiliers envoyés sur place en campagne de protestation, y compris avec des Français, comme le général Paris de Bollardière ou l'abbé Jean Toulet. Elle fonde son intervention éternelle sur le fait qu'elle est un instrument de la souveraineté nationale à l'intérieur des eaux territoriales (12 nautiques, ou l'équivalent de 23 kilomètres carrés) et de zones déclarées dangereuses ou interdites en haute mer.

L'avis créant ces interdictions en haute mer ou dans l'espace aérien est à destination des marines ou des armées qui peuvent être gênées dans leur navigation. Il est limité dans le temps et dans l'espace. Cette fois-ci, la soumission est de rigueur. C'est le chef de l'Etat lui-même qui, dans une directive aux forces armées, rappelle ces consignes. D'abord, il réaffirme que les deux atolls polynésiens sont territoires de la République, cédés en toute propriété par le Territoire à la France. Ensuite, il avertit les éventuels contrevenants qu'il sera fait usage de la force à leur rencontre et que les intrus seront arrêtés, puis déferés devant la justice française. Enfin, il confirme, si besoin était, que la France continuera ses essais dans le Pacifique tant qu'elle le jugera nécessaire pour le compte de sa dissuasion qui fonde sa sécurité.

En clair, cette directive revient à donner à la marine nationale la possibilité, au besoin en ouvrant le feu, comme elle l'a déjà fait contre des pêcheurs espagnols le long des côtes atlantiques, d'arrêter ou d'intrus au sein des 12 nautiques et d'une zone supplémentaire de sécurité de 60 nautiques environ.

C'est la première fois qu'un chef d'Etat français rend lui-même publiques ces prévisions opérationnelles, en prenant la voie la plus officielle qui soit, par le biais du premier ministre et de son ministre de la défense. De surcroît, cette consigne a été transmise à toutes les forces armées, en France et outre-mer, jusqu'à l'échelon de commandants de régiments, de bases aériennes ou de navires de guerre, comme si M. Mitterrand avait voulu souligner sa détermination d'aller jusqu'au bout de la dissuasion. Il le fait en dépit de la mise en cause de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dans l'affaire du « Rainbow Warrior », une question qui relève de l'enquête de M. Bernard Tricot.

Pourquoi tant de solennité ? Le message est à usage interne et externe, outre le fait qu'il est aussi une

directive de chef suprême des armées aux troupes qui pourraient donner de sa volonté de moderniser la force nationale de dissuasion.

En France, l'opposition, qui maintient un silence total sur l'implication de la DGSE dans l'attentat d'Auckland, ne peut qu'apprécier la détermination de M. Mitterrand de continuer les essais nucléaires en Polynésie, malgré un « environnement » hostile de nombreux pays riverains du Pacifique. C'est là, pour elle, la réaffirmation d'un acte de souveraineté nationale, d'autant plus justifié qu'il s'agit du droit d'un pays à garantir sa propre défense à partir d'un territoire qui lui appartient en propre.

Seul le Parti communiste s'inquiète de ce consensus entre les socialistes et la droite.

Hors de France, la directive du chef de l'Etat aux armées ne peut qu'accroître le courroux des pays du Pacifique hostiles à la France. Le premier ministre néo-zélandais a donné le ton. M. David Lange a condamné la décision de la France d'interdire l'accès de ses eaux aux bateaux de Greenpeace et rappelle qu'il considérera toute implication de la France dans l'attentat contre Greenpeace comme une grave violation des principes du droit international.

JACQUES ISNARD.

(Lire nos informations page 6.)

## UN ARTICLE DE M. EDMOND MAIRE

## « Les syndicats sont indispensables à la modernisation de l'économie »

Comme c'est devenu habituel, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, s'exprime dans « le Monde » à la veille de la reprise de l'activité économique et sociale, dans les entreprises. Il insiste sur le caractère irremplaçable du syndicalisme. Soulignant les faiblesses de la vie politique, M. Maire refuse de voir le mouvement syndical subir les mêmes critiques. Son rôle, selon lui, est indispensable à la modernisation.

De tous bords, il est de bon ton aujourd'hui de s'apitoyer sur le sort d'un syndicalisme affaibli par le chômage, dépassé par les mutations économiques et culturelles, bref entré dans un déclin inéluctable. Il n'y a pas si longtemps, après 1968, la mode était inverse et le syndicalisme d'autant plus valorisé que la vie politique manquait d'éclat.

Ce n'est pas à la CFDT que l'on vient des difficultés du syndicalisme. Il y a six ans déjà dans ces colonnes, nous en analysions les causes. Depuis, la CFDT a choisi une stratégie d'adaptation du syndicalisme aux défis de notre époque. Notre expérience et notre réflexion nous permettent donc de regarder au-delà du conjoncturel.

Le syndicalisme a connu des périodes plus brillantes, des actions plus marquantes ; il a produit des anticipations de l'avenir plus motivantes. Mais même si les coups de boutoir du chômage ont mis à mal ce prestige, ils n'ont nullement porté atteinte à la permanence de la fonction irremplaçable du syndicalisme un quotidien, dont l'efficacité et l'utilité, bien que peu spectaculaires, n'ont pas moins une portée incalculable, pour les salariés comme pour la cohésion sociale.

Sans la présence vigilante de syndicats bien vivants dans les entreprises et dans les quartiers, la crise économique tournerait bien vite à la loi de la jungle. Qui traduirait en actes sa solidarité avec les chômeurs comme l'ont fait, il y a un mois, CFDT, FO, CGC et CFTC, en décidant d'augmenter les cotisations des salariés pour mieux indemniser les chômeurs les plus démunis ?

Les dirigeants patronaux et politiques — au-delà des mots, dans les faits — n'ont pas la même phobie du chômage que les syndicalistes. Ils ne considèrent pas l'emploi comme un équilibre fondamental, une exigence majeure. Le chômage reste pour eux l'amortisseur inévitable des crises et des mutations. Leur démarche privilégie la fraction des salariés qu'ils estiment nécessaire à la modernisation et marginalisent les autres.

Le syndicalisme se retrouve, donc, seul porteur d'une priorité absolue pour l'emploi, une priorité qui n'appelle pas seulement un effort de modernisation mais une autre organisation sociale, une autre répartition du temps de travail aux différents âges de la vie. Et pourtant, à quelques mois des élections législatives, rien d'essentiel, du moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassemblée et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente. L'emploi, pour eux, c'est toujours pour après-demain, après le rétablissement des équilibres financiers, après la modernisation, au bout du cycle profits-investissements-emplois dont chacun suit qu'il n'est nullement autopathique.

Quand les forces et les idéologies politiques n'ont rien à proposer de substantiel face à un fait social aussi grave, aussi déterminant que la montée ininterrompue du chômage, il est heureux qu'il reste un syndicalisme bien décidé à refuser ce fatalisme.

EDMOND MAIRE.

(Lire la suite page 16.)

## LE RENFORCEMENT DE LA CENTRALE PALESTINIENNE A AMMAN

## Les nouveaux quartiers de l'OLP

AN TERME d'une tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires proches-orientales, M. Richard Murphy, s'est rendu de nouveau en Jordanie le samedi 17 août. Il ne semble pas toutefois que cette nouvelle escale ait permis de surmonter les difficultés d'une rencontre américano-jordanienne-palestinoise.

Amman. — Il y a longtemps que la venue, souvent imprévue, de M. Yasser Arafat à Amman a cessé d'être en soi un événement comme ce fut le cas lors de ses premières visites en Jordanie après son départ de Beyrouth en 1982. Désormais, les allées et venues du dirigeant palestinien relèvent presque de la routine, tout comme s'est banalisée la présence de deux de ses principaux lieutenants, Yassir El Hachar et Abou Jihad, qui ont élu domicile dans la capitale jordanienne depuis plus de deux ans.

Signe des temps tourmentés, et cela n'est pas passé inaperçu : la présence de l'OLP à Amman s'est sensi-

### Correspondance

blement renforcée depuis que le roi Hussein et M. Yasser Arafat ont décidé d'accroître leurs efforts pour tenter de relancer le processus de paix au Proche-Orient. Le chef de l'OLP séjourne d'ailleurs lui-même plus fréquemment et plus longtemps dans le royaume hachémite depuis la conclusion de l'accord jordanien-palestinien du 11 février. Bien qu'il soit alors censé résider au Palais des hâtes, comme tout invité de marque, il passe en fait le plus clair de son temps dans la maison de trois étages qui lui sert maintenant de quartier général et de domicile dans un faubourg populaire.

Longtemps réduite à la portion congrue dans la capitale jordanienne, la centrale palestinienne avait pu y amorcer un retour discret à la suite des premiers pourparlers jordanien-palestiniens de 1982-1983. C'est ainsi que la SAMED, organisme jadis basé à Beyrouth, qui supervise les activités économiques de l'OLP (coopératives, petites industries, ateliers artisanaux, entreprises agricoles, etc.), a établi son quartier général à Amman en 1983 (1).

La réunion dans la capitale jordanienne de la dix-septième session du Conseil national palestinien (CNP — le Parlement palestinien en exil) en novembre 1984 a été un tournant. C'est en effet lors de cette session qu'a été décidée, pour cause de conflit entre M. Yasser Arafat et la Syrie, l'installation à Amman de la présidence du CNP, jusqu'à la venue à Damas. Depuis lors, celle-ci occupe en partie un imposant immeuble de quatre étages, propriété de l'OLP, dans un quartier résidentiel de la capitale jordanienne. Le même immeuble abrite

aussi le nouveau siège du Fonds national palestinien (le « ministère des finances » de l'OLP), lequel est en pleine réorganisation depuis qu'il n'est plus basé à Damas, où toutes ses archives sont restées bloquées.

EMMANUEL JARRY.

(1) Selon son directeur, M. Abou Ala, la SAMED (qui vient de tenir son troisième congrès à Amman) fournit du travail à 8 000 personnes au Liban, dans d'autres pays arabes et en Afrique, et ses actifs seraient actuellement de l'ordre de 54 millions de dollars.

(Lire la suite page 4.)

## « Haute tension » entre la France et l'Espagne

De notre envoyé spécial

Tarbes. — « No a la linea alta tension », « Non aux 400 000 volts ». Derrière ces banderoles, ils étaient près de cinq cents, Espagnols et Français, samedi 17 août, à manifester dans la montagne, à Génos (Hautes-Pyrénées). Simples citoyens, représentants d'associations, élus municipaux, conseiller général du canton. Non, ils n'étaient pas en baret et en sabots, ils portaient chemise, blue-jean et bob comme tout le monde. Ce n'était pas et ce ne sera pas le folklore contre le progrès venant des plaines, les réclameurs une meilleure desserte électrique, téléphonique et routière de leurs villages. Mais ils contestent le tracé d'une transpyrénéenne à haute tension qu'on veut leur imposer. Ils le jugent fléau, destructeur, absurde.

Les vallées ? En France, celle du Neste, l'Adour, le Garonne, l'Isère, s'inscrivent dans de splendides vallées. Puis celle du Louron, douze villages, des bois, des pâturages où retentissent les sonneries... En Espagne, le val du Gistau, magnifique, sauvage, au pied de la Maladeta, le sommet des Pyrénées. Un haut lieu sacré pour les alpinistes.

La dédaigne, sur 80 kilomètres du nord au sud, la ligne va franchir, Buldopé, hélicoptères, coups de sabre dans la forêt, séjours dans les alpages, et finalement des centaines de pylônes géants en treillis de fer galvanisés de 50 à 70 mètres de haut supportant quatre paires de câbles d'aluminium. Un danger pour les rapaces et les colombes, mais aussi pour les avions légers et les apprentis du vol libre. Une atteinte aux équilibres paysagers, à l'esprit même de ces lieux.

Or la ligne pouvait passer ailleurs plus facilement, pour moins cher et dans des vallées déjà industrialisées, donc habitées par des marqués du modernisme brutal. En manifestant samedi, les Aragonais et les Bigourdans posaient bien des questions : sur le mode de décision technocratique, sur la politique énergétique de leurs pays respectifs, sur le mépris des gouvernements pour la nature et les horizons, et, en le faisant ensemble, ils expriment mieux que bien d'autres traités l'amarrage de l'Espagne à la Communauté européenne.

Les électriciens aussi sont européens, avant tout le monde même. Ils s'entendent comme larrons en foire.

MARC AMBROSE-RENDU.

(Lire la suite page 17.)

### LIRE

#### 3. OUGANDA Ni guerre ni paix.

#### 5. RFA

Nouveau scandale autour du financement des partis politiques.

#### 11. CINÉMA

Trois Suisses couronnés au Festival de Locarno.

#### 13. TÉLÉVISION

La rentrée sur TF 1.

#### 17. AUTOMOBILE

Engouement pour le 4x4.

### Le Monde

#### ÉCONOMIE

#### Céréales : la crise

En Westphalie-Lippe, le point de rupture. Dans la Marne, d'abord tenir.

La chronique de Paul Fabra

Pages 9 et 10

20/12/85



# débats

## ENTRE SOCIALISME ET LIBÉRALISME

*Société civile et Etat. Selon l'environnement idéologique et les modes, l'accent est mis sur le développement de l'une ou de l'autre. L'association, s'interroge Serge Couderc, ne pourrait-elle être une passerelle entre les deux mondes ? Pierre Fauchon demande de son côté que l'on redonne aux consommateurs de vrais moyens d'expression au-delà des options politiques.*

## L'association, outil de régulation

*L'« économie sociale » doit donner un nouveau souffle aux partenaires du développement local, face à la fonction régulatrice de l'Etat.*

par SERGE COUDERC (\*)

L'ASSOCIATION peut être un moyen d'intervention de la société civile dans la vie publique. Elle ne l'a pas été pleinement jusqu'ici en raison de faiblesses structurelles graves : trop grande dépendance des subventions publiques, lourdeur administrative provenant d'un mimétisme de la fonction publique et excessive politisation annulant la dynamique créative et fédérative, base du contrat d'association.

Or il est impératif aujourd'hui de rechercher des voies pour gérer la transition vers le monde de la troisième révolution industrielle, qui privilégiera souplesse et adaptabilité : Laurent Cohen-Tanugi (1) note avec pertinence que « la critique du « Tout-Etat » s'est limitée en France aux aspects économiques et idéologiques (la « néolibéralisme »). Nos libéraux ne proposent aucun nouvel outil juridique pour remplacer le mode de régulation étatique et politique. L'association pourra-t-elle être un de ces outils ?

Il est aujourd'hui acquis que la reconversion du tissu économique sera l'œuvre de petites unités permettant l'épanouissement des capacités d'innovation et pouvant s'adapter à l'évolution rapide de la conjoncture dans un contexte de réduction des financements publics.

Cette évolution requiert la coordination des énergies et des interventions autour de projets communs : l'association peut y retrouver sa vocation originelle : la fédération autour d'une idée directrice de volontés individuelles. Mode de gestion de la créativité, elle peut permettre de structurer les interventions existantes et d'en impulser de nouvelles, de révéler les synergies du tissu économique et social.

En aval et en amont de la gestion économique, elle peut être une force d'appui qui assure la synthèse des interventions pour faire en sorte que la culture, la formation, l'éducation, la qualité de la vie, soient intégrées dans la sphère des forces productives, et non pas seulement des « plus » promus ou déclassés selon des aléas budgétaires ou politiques.

C'est là tout l'intérêt du concept d'économie sociale - enfin reconnue comme partenaire de la vie publique par l'installation d'un secrétariat

cité d'intervention économique. La loi du 20 juillet 1983 instituant les unions d'économie sociale a fait un premier pas dans ce sens, en permettant à des structures coopératives regroupant des associations, des communes, des personnes publiques - collectivités locales notamment - ou privées de prendre des participations dans le capital de sociétés à but lucratif soumis à la législation commune des entreprises. Mais en imposant qu'un tiers des membres des UES soient des coopératives, la loi a freiné la relation existant entre l'association, outil de création, et le coopératif, outil de gestion. La révision de ce texte est heureusement annoncée.

Pour éviter que les objectifs culturels, sociaux, d'intérêt public que défendent les associations ne soient sacrifiés sur l'autel de la rigueur, elles doivent devenir des partenaires économiques crédibles qui pourront assurer l'existence et la capacité d'intervention de la société civile. On pourra juger de la véracité des discours antistatistes aux mesures concrètes qui seront prises pour les favoriser.

(1) L. Cohen-Tanugi, *Le Droit sans l'Etat*, PUF, 1985. En comparant le rôle du droit dans la régulation sociale en France et aux Etats-Unis, cet ouvrage pose les problèmes de fond des modalités de la dérégulation étatique en France.

(2) Op. cit., p. 121.

### Une étape décisive

Le projet de loi instituant le titre participatif associatif est une étape décisive pour donner à l'association l'assise financière qui lui manque en la dotant de fonds propres. A partir de la gestion d'un capital social, dont la souscription par le public ou par d'autres organismes viendra sanctionner la viabilité du projet et introduira une modalité de contrôle non administrative, l'association bâtit sa véritable autonomie de gestion selon des règles d'orthodoxie et d'innovation économique qui en feront un partenaire crédible.

En ce qui concerne les ressources de trésorerie, pourquoi ne pas laisser au public lui-même le soin de prendre en charge les missions de service public assumées par les associations - et par là les consacrer - en y affectant une part de la contribution fiscale dont il est redevable ? Le relèvement du plafond déductible du revenu imposable doit être poursuivi notamment pour les associations non reconnues d'utilité publique. Le principe pourrait être étendu à la fiscalité locale sur qui repose le poids essentiel du subventionnement des associations. En vigueur aux Etats-Unis, ce système « concourt à la richesse exceptionnelle du tissu social américain et à la dissémination du sens de l'intérêt public au sein de la société (2) ».

Véritable outil d'impulsion, l'association doit être dotée d'une capacité

(\*) Pseudonyme. Ancien directeur d'équipement culturel en France et à l'étranger, actuellement élève de l'ENA.

## COURRIER DES LECTEURS

### Une lettre du lieutenant-colonel Guingouin

Ayant été mis en cause dans votre journal (*Le Monde* du 7 août), je vous prie, conformément à la loi, d'insérer les lignes suivantes :

1) C'est la vérité que le sieur De Romanet De Beaune François Marie-Antoine par les services de la IV<sup>e</sup> République a été déclaré « mort pour la France », comme c'est la vérité de constater que le gendarme dans son rapport de mars 1946 : « Exécutions sommaires en métropole de 1942 à 1945 », inclut les six cent quarante-deux victimes d'Oradour-sur-Glane.

2) C'est la vérité de dire que le domestique du sieur De Romanet, Tallet, inculpé dans l'affaire de Faras - où trois maquisards furent tués et à la suite de laquelle le malheureux fermier Périgaud fut déporté en Allemagne où elle mourut au camp de Bergen-Belsen, - comparut en février 1946 devant le tribunal des forces armées de Bordeaux. Au cours de l'audience, il déclara qu'il avait été prévenu la veille par M. De Romanet de la venue des Allemands et regretta d'avoir été le complice de ce dernier. Il fut condamné à dix ans de travaux forcés et six ans d'interdiction de séjour.

3) C'est la vérité de dire que l'exécution de M. De Romanet déclara, lors de son arrestation à la Croix Ferrière, de la découverte, sur lui, d'un laissez-passer signé de

général allemand Ottenbacher et, dans la voiture, de tracts intitulés : « Les autorités allemandes communiquent l'appel suivant destiné aux populations de la région d'Eymouettes ».

« Honneur et Patrie » était la devise de notre première brigade, qui fut une des plus valeureuses de France. Par son action, comme cela fut reconnu par le généralissime Eisenhower lui-même, « elle sauva la tête de pont allié ». Son drapeau est sans tache.

Lieutenant-colonel GUINGOUIN, compagnon de l'Ordre de la Libération.

### Limousin, 1944...

(...) La polémique actuelle sur la période 1944 en Limousin (...) ne permet pas de comprendre l'atmosphère de l'époque.

En regard à l'importance croissante des maquis limousins grossis des réfractaires au STO, la police allemande (assistée, hélas ! d'auxiliaires français) et la milice ont fait preuve d'une sanglante brutalité dans leurs actions. Ces dernières parfois appuyées par des troupes exerçant des représailles aveugles et cruelles à l'encontre de la population.

Afin d'assurer la survie de leurs hommes, les responsables étaient contraints de prendre des mesures rigoureuses pour prévenir les infiltrations ennemies et dissuader les dénonciations éventuelles.

M. Chadeaud (Saint-Pierre).

## « LA NOUVELLE QUESTION D'EXTRÊME-ORIENT »

de François Joyaux

### Le soubassement géopolitique

Tout cela est peut-être déjà lointain, mais les événements qui se sont déroulés en Extrême-Orient dans les quinze années qui suivent la fin de la deuxième guerre mondiale ont largement contribué à définir les lignes de force qui dominent encore aujourd'hui les relations internationales dans cette partie du monde.

Un mérite essentiel de l'ouvrage de François Joyaux - on trouve à l'arrière du livre de Pierre Renouvin sur la Question d'Extrême-Orient, 1840-1940 - est de faire apparaître quelques-unes de ces données fondamentales mises au jour par la décolonisation, qui laisse aux pays de la région la conduite de leurs propres affaires, mais modelées également par les répercussions en Asie de la guerre froide.

Quelques données géopolitiques de base survivent à tous les ébranlements, aux crises comme aux réconciliations. Ainsi, entre d'autres exemples, cette difficulté à se comprendre qu'il a, en dépit de l'action d'un Nétou ou d'un Zou-Enlai, continué à séparer « le monde chinois (...) homogène et pragmatique » qui domine l'Asie du Nord-Est d'une Inde « diverse et juridique », puissance du Sud. A une échelle plus régionale, les ambiguïtés qui caractérisent les relations entre les pays de l'Asie du Sud-Est - comme les rapports conservés ou développés avec leurs protecteurs anciens ou nouveaux - contribuent à expliquer les conflits actuels.

C'est un peu une gageure d'avoir voulu décrire avec une telle minutie, en un peu plus de trois cents pages, les événements majeurs mais également de second plan qui marquèrent en Extrême-Orient la période de 1948 à 1958.

ALAIN JACOB.

\* *La Nouvelle Question d'Extrême-Orient, tome I : l'Ère de la guerre froide (1945-1959)*, par François Joyaux, préface de J.-B. Duroselle, Payot, 398 p., 140 F.

## Rendre la parole aux consommateurs

*Dans la recherche du meilleur rapport qualité-prix, l'action consumériste est le stimulant le plus efficace.*

par PIERRE FAUCHON (\*)

À Lille et surtout la concrétisation du doublement des émissions télévisées de l'Institut national de la consommation (INC), décidée en son temps par René Monory. L'audience de ces émissions et leur excellente image dans le grand public, à nouveau vérifiées par un récent sondage, montrent que l'information objective est la pièce essentielle de toute politique de la consommation.

Comment donner de la nécessité de continuer et de développer une telle politique ? La crise n'est-elle pas une puissante incitation à mieux utiliser un pouvoir d'achat qui a cessé de croître et qui, pour certains, diminue, tandis que l'innovation ne cesse de poser des problèmes nouveaux de qualité, de sécurité parfois ?

### La « main invisible »

L'aspect social de la politique de la consommation est évident. L'aspect économique, non moins important dans la phase actuelle, est malheureusement moins clairement perçu. A l'heure où s'impose à tous l'absolue nécessité pour notre économie de développer sa compétitivité, comment ne pas voir que celle-ci n'est rien d'autre, une fois dissipées d'éventuelles illusions publicitaires, que la recherche des meilleurs rapports qualité-prix ?

Le meilleur rapport qualité-prix ne guide pas seulement le ménage. Il guide aussi, plus profondément, la « main invisible » qui travaille activement tout à la fois au meilleur rendement de l'appareil économique (donc à sa capacité d'exporter) et à la meilleure satisfaction du public.

A partir de là, il est aisé de voir que l'action consumériste est la meilleure des stimulations : la plus efficace, parce qu'elle a la fois toute la rigueur et toute la souplesse du marché et que rien ne lui échappe, la moins coûteuse, puisqu'elle comporte autant d'agents bénévoles qu'il y a de consommateurs, comme l'a si bien compris Darty, qui fait surveiller les prix de ses concurrents par ses propres clients.

ICI se pose la question des moyens et s'ouvrent les deux voies de l'étatisme et du libéralisme. Les étatistes voudraient laisser à la planification, et subsidiairement à la concertation et au contrôle des prix, le soin de réglementer « dans l'intérêt général ». C'est la politique des contrats de qualité et d'encadrement des prix, cela aurait pu être la politique des conventions collectives de la

(\*) Ancien directeur de l'Institut national de la consommation.

consommation, curieusement rejetée. Tout le monde sait maintenant qu'il ne faut pas en attendre de grand progrès, surtout dans le domaine des biens de consommation.

### Qu'on laisse à l'INC son indépendance

Les libéraux voudraient laisser les consommateurs face aux producteurs, avec la publicité pour seule communication. Hypocrisie, dès lors que nous sommes loin du marché idéal d'Adam Smith, où des consommateurs individuels rencontrent en toute liberté des producteurs artisanaux. A l'ère de la production et de la distribution de masse, avec ce qu'elle comporte d'entraves à la concurrence et de sous-information, il appartient à la puissance publique non de « diriger » mais de rétablir l'équilibre. A elle la charge de briser les entraves à la concurrence et d'aider les consommateurs à s'y retrouver par des études et des informations objectives, de les défendre s'il y a lieu contre tout danger et tout abus.

LA se situe la responsabilité gouvernementale, soit directement, soit par le relais des associations de consommateurs, à condition d'en revenir à une conception moins laxiste de leur définition. LA se situe aussi le rôle indispensable de la Commission de la concurrence, dont l'action doit continuer de se développer. LA se situe enfin la mission de l'Institut national de la consommation, dont l'audience prouve qu'il reste le plus efficace des foyers de recherche et de diffusion. Le plus fiable aussi, puisqu'il n'a jamais été pris en défaut, et le plus crédible, parce que nul ne peut prétendre qu'il se soit écarté de sa mission au seul service des consommateurs. On lui reprocherait plutôt d'en faire trop ! Quel compliment pour un service public !

Que l'on fasse donc tous les discours que l'on voudra au Conseil national de la consommation ou ailleurs, mais qu'on laisse à l'INC son indépendance avec les moyens de poursuivre son œuvre. Cela signifie : 1) nommer un directeur investi d'une confiance qui lui permette de résister aux innombrables sollicitations ou pressions qui l'assiègent inévitablement ; 2) reconstruire un encadrement de qualité aujourd'hui affaibli par des pertes regrettables et des purges inexpliquées ; 3) ne pas asservir l'établissement aux mythes auto ou cogestionnaires, qui ne fassent que parachever la démobilitation du personnel. Ce n'est pas un problème de textes ou de crédits, c'est un problème de volonté.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur : Bernard Wauts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé à Paris par l'Imprimerie du Monde

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par correspondance)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 080 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou avis doivent être envoyés à l'administration.

Veillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 310 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$ ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,300 \$ ; Luxembourg, 50 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; République Fédérale, 3 F ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,80 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

## LE FA

aura fallu un malheureux

concoctions - suraltruisme

ment de troupes d'une ca-

« descente » de police

pour créer, deux heures

14 août à Kampala, une

En toute hâte, les com-

bourgeois, les employés

leurs bureaux et des soldats

pour se servir dans

la ville qui pour le moment

la même nationale de résistance

de la NRA et le Conseil militaire

les maquisards d'une vie

ne vraiment dans le

seulement en dehors.

Les hommes de la NRA entre-

sement, sur leurs intentions,

guerre psychologique, faite

encore, en lumière la

sur l'échiquier politi-

« nous » nous manquait de Dar-

le 15 août) a ajouté

ont pris les autorités

par leur politique de ré-

de ne pas réagir vio-

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a

de M. Museveni, a



# étranger

## AFRIQUE

CLOTURANT LE CONGRÈS EUCHARISTIQUE A NAIROBI

### Jean-Paul II a dénoncé la polygamie comme « contraire à la dignité de la personne »

De notre envoyé spécial

Nairobi. — Jean-Paul II a quitté Nairobi, ce lundi 19 août, pour se rendre à Casablanca — ultime étape de son voyage sur le continent africain, — où il doit s'adresser, en fin de journée, aux jeunes musulmans. A Nairobi, il avait achevé, dimanche, son voyage au cœur de l'Afrique noire en célébrant une messe eucharistique devant un public international, dont le thème était « L'eucharistie et la famille ».

Il a notamment rappelé à cette occasion le caractère « unique et indissoluble » du mariage, qui demeure « la vérité inchangeable du message chrétien ». Citant sa lettre apostolique *Familiaris consortio* (1981), le pape a déclaré que le mariage chrétien est « en totale contradiction avec les pratiques de polygamie, car celles-ci sont contraires à la dignité de la personne (...). Sans doute l'ancien Testament l'a-t-il parfois toléré, mais le message de Notre Seigneur restaure sa forme originelle comme communion entre un homme et une femme ».

Insistant sur la notion de paternité responsable, Jean-Paul II a rappelé l'effort de l'Eglise du Kenya pour promouvoir des méthodes naturelles de contraception dans un pays où la population augmente de 4% par an et où le gouvernement a lancé des campagnes de limitation des naissances. Samedi, à l'occasion de la messe au stade Nyayo, le pape avait célébré seize mariages, chaque diocèse étant représenté par deux couples.

As cours de la messe, dans le parc Uhuru, devant une foule estimée à près de trois cent mille personnes, Jean-Paul II a insisté sur la maturité de l'Eglise en Afrique (soixante-dix millions de fidèles). « Un témoignage de cette maturité de la communauté chrétienne en Afrique et de la croissance de l'Eglise émane de la tenue pour la première fois en Afrique d'un congrès eucharistique international », a-t-il déclaré. Ce congrès, qui avait commencé ses travaux le 11 août, avait réuni six mille délégués, dont trois mille cinq cents venus de l'étranger. Malgré son caractère international, les Eglises européennes étaient relativement peu représentées (pour la France d'importants diocèses, comme ceux de Lyon et de Stras-

bourg, n'avaient pas de délégué, alors que d'autres, moins riches, avaient fait l'effort d'en envoyer un). Ce manque de mobilisation des Eglises européennes a été ressenti avec autant plus d'amertume par les Africains que ceux-ci étaient venus en masse au congrès eucharistique de Lourdes en 1981.

#### « Une nouvelle forme de foi »

Ceux qui parmi les Européens ont assisté aux travaux du congrès de Nairobi ont été frappés par cette rencontre avec « une nouvelle forme de foi ». « Ce fut une leçon d'humilité », nous dit l'un d'eux. Pour sa part, Mgr Otunga, archevêque de Nairobi, avait souligné dans son discours inaugural combien « l'Afrique vibre de spiritualité ». « Venez enrichir ceux qui sont suffisamment ouverts », avait-il affirmé. Les travaux du congrès ont en fait montré que, si les causes peuvent diverger selon les contextes culturels, les

efforts sont similaires par leur mise en cause ou pour l'absence de la réalité de la famille.

Ce congrès a été ponctué par d'importantes interventions. Comme celle de Mère Teresa, arrivant d'Ethiopie, et de l'archevêque de Khartoum, Mgr Gabriel Zubeir Wako, qui développaient le thème du « Partage du pain », a parlé du « défi de notre temps » : les réfugiés. Dénonçant une « conspiration du silence » autour du sort de la part des diplomates et des hommes politiques, il a déclaré que « ces gens sans droit, humiliés et exploités (...) constituent une nouvelle nationalité » (ils sont cinq millions rien qu'en Afrique).

Abordant le problème de la faim, Mgr Wako a parlé de ceux dont « le triste sort est de se nourrir des misères de la table des riches ». « Venez enrichir ceux qui sont suffisamment ouverts », avait-il affirmé. Les travaux du congrès ont en fait montré que, si les causes peuvent diverger selon les contextes culturels, les

#### « Celui dont on ne veut pas »

De notre envoyé spécial

Nairobi. — « Dites-le, dites-le encore », implore le légionnaire assis à ses pieds tirant sur son sac. Et Mère Teresa répète que la souffrance n'est pas une punition, que les malades sont les élus de Dieu. De la souffrance humaine, Mère Teresa en connaît les tréfonds. Et, pourtant, rappelle-t-elle devant les participants au corps malade : « La souffrance physique est très dure, car elle envahit le corps entier. Mais ce que je trouve tragique est la solitude, le fait d'être indésirable, non aimé, rejeté, celui qui trouble la société : c'est une terrible souffrance. Vous pouvez faire quelque chose pour un corps souffrant, mais il n'y a pas de mot pour dire cette autre souffrance ».

De sa voix si pure, Mère Teresa, un être d'exception à ses propres, la petite femme à l'énergie sans bornes a raconté,

par exemple, sa rencontre avec l'homme seul sur un banc d'une rue de Londres, à qui elle avait pris la main et qui lui avait dit : « Il y a si longtemps que je n'ai pas senti la chaleur d'une main ». Ou avec, cet autre, à Calcutta, qui, dans son taudis, avait laissé sa lampe se couvrir de poussière, car « personne ne viendrait jamais le voir ».

« Nous avons donné à manger à quatre millions de personnes en Ethiopie, mais il y a aussi des hommes et des femmes qui ont oublié ce que c'est d'aimer, ce que c'est d'être aimé, ce que c'est d'être appelé par son nom, et cela nous le trouvons dans les pays riches d'Europe et aux Etats-Unis. (...) Je pense que la plus grande souffrance est l'abandonment qu'engendre la solitude, ce sentiment d'être celui dont on ne veut pas ».

Ph. P.

Mgr Wako, qui a mis en cause la manière dont bien souvent les aides sont distribuées par les autorités locales.

#### « Le sens de la dignité »

As cours de sa visite du centre des Nations unies pour l'environnement, dont le siège est à Nairobi, Jean-Paul II a, pour sa part, évoqué le problème du Sabel renouvelant l'appel qu'il lança il y a cinq ans à Ouganda : « Je tiens à renouveler mon appel solennel pour les populations du Sabel et des autres régions souffrant de la famine : il existe là un besoin évident d'assistance et de solidarité internationale ». Cette assistance doit, selon le pape, prendre deux formes : une aide immédiate et des programmes à long terme pour « redonner à ces populations espoir dans le futur et le sens de leur dignité ».

A propos de la paix, Jean-Paul II devait déclarer, dans le même discours, qu'elle est « le fruit de la réconciliation et, en particulier en Afrique, de la réconciliation des peuples de chaque pays ». Evoquant les quarante années de paix nucléaire depuis les bombes sur Hiroshima et Nagasaki, Jean-Paul II a parlé d'une « épreuve et de détermination » qui a fait du problème du développement « le synonyme du mot paix ».

Sur la question de l'environnement, le pape a rappelé l'engagement de l'Eglise en faveur de sa protection. Mais il a surtout souligné que, si les capacités d'adaptation et de destruction de l'environnement s'accroissent d'année en année, « le facteur déterminant doit rester la personne humaine ». Ce ne sont ni les progrès scientifiques et techniques, ni le développement matériel, mais « la personne humaine, les communautés et les nations libres choisies qui doivent déterminer le futur. C'est pourquoi ce qui entrave la liberté de l'homme ou le déshonore, comme le mal de l'apartheid, et toutes les formes de discrimination raciale, doivent être éliminés ». A-t-il affirmé.

PHILIPPE PONS.

## République sud-africaine

### Washington ne renonce pas à la politique d'« engagement constructif » envers Pretoria

Le gouvernement américain n'a pas l'intention de renoncer à la politique d'« engagement constructif » menée envers l'Afrique du Sud, a déclaré, dimanche 18 août, M. Robert McFarlane. Le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, qui était intervenu par la chaîne de télévision ABC, a souligné que la position adoptée par les Etats-Unis ne constitue pas « un soutien aveugle » à la politique menée par Pretoria, mais qu'elle sert à influencer dans la direction d'un assouplissement des dirigeants du régime sud-africain.

Le conseiller du président a reconnu au cours de cet entretien que « l'étendue des possibilités de réformes examinées était de toute évidence plus large », lors des discussions qu'il avait eues à Vienne avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. » Botha, que « ce qui a été annoncé » par le président Pieter Botha dans son discours de Durban (le Monde du 17 août).

« Mais nous traitons des deux côtés avec des gens très sérieux », a souligné M. McFarlane, qui a souligné que les leaders noirs reconsidèrent leur position et acceptent de négocier avec le pouvoir de Pretoria. Toute autre solution ne pourrait mener, a-t-il dit, qu'à un « abîme de violence massive ».

Interrogé, d'autre part, par la chaîne CBS, l'évêque et prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, a qualifié la politique américaine de « désastre sans mélange », une attitude qui est « aussi maléfique, immorale et antichrétienne que le régime d'apartheid lui-même », ajoutant à l'intention de Washington : « Nous nous rappellerons de ceux qui nous ont aidés ».

Mgr Desmond Tutu a estimé que l'Afrique du Sud se trouve « au bord de la catastrophe » et s'est déclaré « horrifié à l'idée du bain de sang » qui menacerait ce pays.

Le ministre des affaires étrangères, M. « P. » Botha, interviewé par la même chaîne, de son côté, regretta les réactions négatives au discours du président Botha, qui, a-t-il dit, a appelé les leaders noirs à des discussions sur l'avenir du pays. Il s'agit là, selon le ministre, d'un changement important de la politique de Pretoria.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines,

M. Chester Crocker, a, pour sa part, répété, lors de la même émission, que le souhait des Etats-Unis est de voir disparaître le régime d'apartheid. Il a toutefois souligné que les sanctions que le Congrès américain souhaite voir adoptées ne feraient qu'aggraver la situation de la communauté noire de ce pays. M. Crocker s'est en substance déclaré insatisfait des modifications mineures effectuées par Pretoria, estimant cependant qu'elles constituent un premier pas vers des réformes de plus grande envergure. « Nous ne pouvons pas tourner le dos à l'Afrique du Sud », a-t-il conclu.

#### Nouveaux incidents

M. Herbert Benkes, nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud à Washington, a estimé que le discours du président Botha traduit un important changement d'orientation, et que sa portée a été mal comprise. « Ce qu'il a annoncé — et ce que les médias ne semblent pas avoir saisi — constitue un écart important par rapport au statu quo politique », a-t-il déclaré.

M. Benkes, qui a été nommé en juin, mais s'a toujours pas été invité à présenter ses lettres de créance, a affirmé que M. Botha a accepté l'idée de la participation des Noirs à la vie politique et reconnaît le droit desbantouistes à rester au sein de l'Afrique du Sud avec la citoyenneté sud-africaine pour les habitants de ces « Etats nationaux » noirs. « Je ne peux comprendre ou imaginer comment cela peut avoir été interprété comme un quasi-recul », a-t-il dit.

A Pretoria, les autorités ont annoncé que deux Noirs avaient été tués par la police en fin de semaine dans les régions de Johannesburg et du Cap. Le quartier général de la police a également fait état d'incidents violents dans les cités noires de l'est de la province du Cap, dans l'est et l'ouest du Rand, de part et d'autre de Johannesburg, et à l'intérieur de la province du Natal. C'est ainsi que les forces de l'ordre ont tué des milliers en cauchemars et des gaz lacrymogènes pour disperser des groupes qui lançaient des pierres dans les cités d'Edendale et d'Imbali, près de la capitale provinciale du Natal, Pietermaritzburg. — (AFP, Reuters).

## Ouganda

### LE FACE-A-FACE ENTRE LE CONSEIL MILITAIRE ET L'ARMÉE NATIONALE DE RÉSISTANCE

#### Ni guerre ni paix

De notre envoyé spécial

Kampala. — Il aura fallu un malheureux concours de circonstances — simultanément un mouvement de troupes d'une caserne à l'autre et une émeute de police dans un marché — pour créer, deux heures durant, le mercredi 14 août à Kampala, une incroyable panique. En toute hâte, les commerçants fermaient boutique, les employés abandonnaient leurs bureaux et des soldats enlevaient leurs trilles pour se noyer dans le lac. Seule, l'armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni était aux portes de la capitale et allait « en emporter ». Après maints appels au calme lancés par la radio nationale, la population reprenait ses esprits et vaquait, de nouveau, à ses occupations.

Cet incident est révélateur de l'état d'esprit de beaucoup d'Ougandais, en particulier des habitants de Kampala, persuadés à tort ou à raison — que les choses ne vont pas en rester là, que le putsch du 27 juillet n'est que la première étape d'une crise à rebondissements. « Quand M. Museveni va-t-il, enfin, se décider à abattre ses cartes », s'impatientent-ils en ce moment. On imagine mal, en effet, que cette situation de « ni guerre ni paix » entre la NRA et le Conseil militaire puisse s'éterniser, que les maquisards puissent, longtemps, s'accommoder d'une vie semi-clandestine, ni vraiment dans la « bush », ni vraiment en dehors.

Le flou que les hommes de la NRA entretiennent, à dessein, sur leurs intentions, participe d'une guerre psychologique, faite pour mettre, mieux encore, en lumière la place qu'ils occupent sur l'échiquier politique. Le rendez-vous manqué de Dar-es-Salaam le 15 août a ajouté au mystère. Le soin qu'ont pris les autorités ougandaises, liées par leur politique de réconciliation nationale, de ne pas réagir violemment au camouflet de M. Museveni, a renforcé, dans l'esprit de beaucoup, l'idée que le chef de la NRA était maître du jeu.

La NRA continue d'occuper solidement son bastion du Luwero, au nord de la capitale, et d'autres positions tout autour de Kampala. Elle a gagné du terrain dans l'ouest du pays où elle a pris le contrôle de Fort-Portal, à proximité de la frontière zéroïse (le Monde du 16 août). Si, dans cette région, d'autres villes ne sont pas tombées à sa main militaire du terme, du moins, comme à Kasere et à Mbarara, y est-elle présente même discrètement. Elle s'est saisie de plusieurs arsenaux et les troupes

gouvernementales, souvent désarmées, semblent prêtes à « fraterniser » avec les maquisards si elle ne l'ont pas déjà fait. La population, quant à elle, heureusement impressionnée par le comportement des « gens du bush », attend avec impatience la relève.

#### Haine commune de M. Obote



Prendre Kampala ? Si ce n'était la résistance possible des soldats de l'ex-armée d'Idi Amin Dada, récemment ralliés au régime.

De sa voix si pure, Mère Teresa, un être d'exception à ses propres, la petite femme à l'énergie sans bornes a raconté,

Pour quel jour le temps ? Il est difficile de savoir ce qui se passe dans la jungle de la guérilla, composée d'éléments assez disparates soudés, au départ, par une haine commune à l'encontre de M. Milton Obote, le

président déchu. Les Bagandais, qui composent une bonne part de ses troupes, ne seront-ils pas enclins à abandonner la partie maintenant que le dictateur a été détrôné ? Les de ces combats fratricides, les intellectuels qui avaient rallié la NRA ne vont-ils pas être tentés de reprendre le cours d'une vie normale ? Inversement, on a pu se demander, si les maquisards se résignent à regagner le « bush », en tout cas, M. Museveni ne peut pas, indéfiniment, maintenir ses cinq mille à dix mille hommes en position de « stand by ».

Quoi qu'il en soit, les responsables ougandais s'en tiennent à leur politique de réconciliation nationale. Le Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition sous le précédent régime, et le Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti alors au pouvoir, sont ainsi convenus de ne plus évoquer en public le sujet brûlant des élections truquées de décembre 1980. Cette question, dit-on, n'a plus de raison de figurer à l'ordre du jour du débat politique, puisque les auteurs du putsch ont dissous le Parlement. Etant donné que le pouvoir montre d'aussi bonnes dispositions à oublier le passé, le général Isaac Lumago, chef de l'ancienne armée nationale ougandaise (FUNA) d'Amin Dada, n'a pas hésité à réclamer le retour au bercail du dictateur.

#### Un gouvernement composite

Les quelque mille deux cents délégués politiques refont l'apprentissage d'une liberté dont des responsables des services spéciaux du précédent régime jouissent encore. Tandis que les victimes racontent leur séjour en prison, et les services qu'ils y ont subis, certains, de leurs tortionnaires n'ont aucun scrupule, pour donner le change, à briller ce qui se passe dans la jungle de la guérilla, composée d'éléments assez disparates soudés, au départ, par une haine commune à l'encontre de M. Milton Obote, le

noncer qu'environ quatre cents membres de la redoutable Agence nationale de sécurité (NASA) avaient été arrêtés et qu'un certain nombre d'entre eux, dont M. Cris Rwakasisi, leur chef, seraient traduits en justice. Peut-être était-il sage, de la part des nouvelles autorités, de ne pas trop souffler sur le feu pour éviter de déclencher des représailles sauvages — beaucoup plus importantes que celles qui ont déjà eu lieu — contre les partisans du président déchu ? Chacun s'est employé à gommer les traces du précédent régime. En face de la caserne de Mubende, les slogans géants qui exaltaient l'amitié avec le Corée du Nord et appelaient à l'élimination des « bandits » de la NRA ont été remplacés par des panneaux qui invitent à lutter pour l'unité du pays.

Jadis peints aux couleurs de l'UPC, rouge et bleu, Bushenyi, le fief de M. Rwakasisi, dont la maison a été détruite, a maintenant fait peu de bruit. A Mbarara, même le personnel indicateur « Obote airport » a disparu.

Il manque aux autorités ougandaises le soutien d'une armée composée de cadres compétents et de troupes disciplinées pour faire régner l'ordre dans le pays. Impossible, dans ces conditions, d'empêcher les actes de violence, ou, par exemple, de récupérer les marchandises volées pendant le sacage de Kampala et entreposées dans les casernes en attendant de trouver acquéreurs. Ainsi, le 10 août à Jinja, à l'occasion des réjouissances qui marquaient la libération de M. Yoweri Kyesimira, député du DP, s'en sont vu les soldats tirer sur la foule. Il y a des pillages et charger leur butin sur des camions militaires qui ont sauté près de la route du Nord. Responsable de ces désordres, le capitaine Otto, un fidèle de M. Obote, aurait été relevé de son commandement.

Malgré tout, les autorités ougandaises ne manifestent aucun signe d'impénitence face à une situation politique qui tarde à se normaliser. Elles ont signé la paix avec trois petits groupes de guérilleros, le Mouvement démocratique fédéral (FEDMU), le Mouvement ougandais pour la liberté (UML) et le National Rescue Front (NRF), faute de pouvoir s'entendre avec la NRA. M. Paulo Mu-

wanga, le premier ministre, a réussi, à ce jour, à réunir autour de lui, non sans mal, dix-huit ministres de différents horizons politiques.

Des tractations ont lieu en coulisses entre les forces politiques et militaires en présence puisque aucune n'a les moyens de s'imposer seule. Le coup d'Etat du 27 juillet devrait, dans l'esprit de certains, aboutir à une redistribution des cartes, ce qui promet au pays des jours à venir passablement agités. Arriens du putsch, les Acholis, qui ont rompu leur alliance avec les Langis, l'armée de M. Obote, cherchent, aujourd'hui, à se rapprocher de leurs voisins du Nil-Ouest, pour peser dans la balance. D'où le ralliement des partisans d'Amin Dada à l'un des leurs, le général Tito Okello, président du Conseil militaire.

#### Rien n'est joué

Pour leur part, les Bagandais, le tribu dominants, s'efforcent, à travers MM. Mwangi et Semogerere, de reprendre le contrôle d'un pouvoir qui leur avait échappé sous le précédent régime au profit des « nordistes ». Quant à la NRA, elle juge prioritaire la reconstruction, sous sa houlette, d'une armée digne de ce nom, estimant que beaucoup d'éléments des forces régulières sont « incapables ». Mais les Acholis, qui occupent, en leur sein, une position dominante, ne se laisseront pas facilement évincer. Ces conflits politico-militaires, sur fond tribal, se doublent de rivalités religieuses. Celles-ci ont récemment abouti à des violences, notamment dans la région de Mbarara, les catholiques reprochant aux protestants d'être à la source de leurs maux sous le précédent régime.

Dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat, plusieurs centaines d'étrangers ont quitté le pays en catastrophe, parmi lesquels beaucoup d'Asiatiques, que le régime précédent avait encouragés à revenir en Ouganda, dont Amin Dada les avait chassés. Parmi les quelques deux cent quarante mille personnes, originaires de la province du Nil-Ouest, réfugiées au Zaïre et au Soudan après la chute du dictateur, quelques milliers seulement, depuis le putsch, sont retournées en éclaireurs dans leurs villages. L'impression prévaut, en effet, du côté de Kampala, que rien n'est vraiment joué, malgré la destitution de M. Obote au quel la Zambie vient d'accorder l'asile politique que l'éventualité d'une fois encore — réserver de mauvaises surprises.

JACQUES DE BARRIN.



# PROCHE-ORIENT

## Liban

### L'attentat à Antélias dans le secteur chrétien de Beyrouth a fait 54 morts et 122 blessés

De notre correspondant

Beyrouth. - La télévision diffuse les images insoutenables, même après dix ans de guerre, de l'attentat à la voiture piégée qui, à midi, samedi 17 août (non dernière édition datée 18-19 août) a fait cinquante-quatre morts et cent vingt-deux blessés parmi les clients et employés d'un supermarché, à Antélias, en secteur chrétien.

Et pourtant, la vie continue... Rolla et Sôlîm célèbrent leurs fiançailles. Tous deux sont chrétiens. Sur la terrasse, une dame entre deux âges confie : « J'ai fait acheter à mon fils un appartement et avec ses économies d'Antélias (où il travaille) il se fait un bien-être... » Après tout, avons-nous un ailleurs ? »

Le pays... Des lambeaux sanglants comme des corps déchiquetés, éclatés, carbonisés, disséminés, qui éclaboussent la chaussée de l'autoroute du nord à Antélias dans la banlieue de Beyrouth, devant le supermarché Melki où une camionnette contenant 250 kilos de TNT a explosé, entraînant la mort et la dévotion. En état de choc, la population était d'autant plus que de tels coups sont imposables dans un pays qui, même divisé et subdivisé, s'efforce à maintenir les liens entre ses micro-territoires menacés, à déjouer l'annexion. Trois jours plus tôt, une autre voiture piégée avait fait treize morts et quatre-vingt-cinq blessés à 5 kilomètres de là, également en secteur chrétien. Il y a trois mois, à la mi-mai, soixante morts et cent soixante-douze blessés y avaient été dénombrés, victimes d'un attentat similaire.

« Ecris, écrit dans un article pour du moins dire aux Israéliens que nous ne sommes pas dupes ! » La raison fait femme, sage, soignée, pondérée, cette avocate incite son fils, qui s'essaye parfois au journalisme, à lancer à la face des Israéliens cette « vérité ». Chrétienne, elle rejoint dans cette opinion le chef de la milice chiite Amal, M. Berri. C'est une des hypothèses ayant cours concernant la vague de violence déferlante sur le Liban. L'objectif serait : déstabiliser et confondre dans la cible floue du prix de ces colporteurs de l'islamisme, serait la Syrie qu'il s'agit d'une fois de plus de ne pas laisser cueillir les fruits de sa victoire au Liban.

Seconde hypothèse, avec le même objectif : les Palestiniens arabisés. Ils sont présents, ils ont de bonnes raisons de saboter l'hégémonie syrienne, et beaucoup de moyens, notamment des dollars pour cela.

Les plus soupçonneux enfin y voient la main de la Syrie elle-même afin de terroriser tout le monde et d'obtenir une soumission sans retour. Scandale forcé, mais au Liban tout peut être échafaudé tant la situation est incontrôlable.

En réalité, personne n'en sait et n'en saura rien. Une mystérieuse revendication de « la Main rouge-brigades de Sadr » (1) donne l'impression d'une fausse piste délibérée.

(1) L'imam Sadr fut, jusqu'à sa disparition, en Libye en 1978 le principal chef chiite libanais.

LUCIEN GEORGE.

## Les nouveaux quartiers de l'OLP à Amman

(Suite de la première page.)

Au cours des dix derniers mois, certains bureaux de l'OLP à Amman se sont étoffés, comme celui de l'éducation élevé au rang de « département » depuis que le maire cisjordanien en exil, M. Mohamed Melhem, a été nommé à sa tête (M. Melhem préside également le « département de la patrie occupée », pendant du ministère jordanien des territoires occupés, également à Amman). Un nouveau bureau de l'information a, d'autre part, été ouvert, et l'agence de presse palestinienne Wafa diffuse maintenant dans la capitale jordanienne un bulletin quotidien.

Un « département de la mobilisation intellectuelle » publie par ailleurs, depuis une dizaine de semaines, un bulletin hebdomadaire *Fatah*, sous la responsabilité, dit-on, du conseiller politique de M. Yasser Arafat, M. Hani El Hassan, tandis qu'un « département des études », placé sous celle d'Abou Jihad, vient d'être autorisé à s'installer à Amman.

Rafiq, on a relevé, ces derniers temps, la présence dans la capitale jordanienne de l'ancien commandant des forces palestiniennes au Liban du Sud, le colonel Hani Ismail, qui serait chargé des « affaires libanaises ». Il dispose

d'un bureau dans l'un des immeubles de l'OLP, ainsi d'ailleurs que le chef des services de sécurité de Yasser Arafat (une branche du Fatah connu sous le nom de Force 17).

Il est bien évident que rien de tout cela n'a pu se faire sans l'accord des autorités jordanaises, mais celles-ci entendent également maintenir la présence de l'OLP dans des limites strictes et ne pas se laisser déborder. Elles doivent en outre tenir compte de la sensibilité d'une partie de la population du royaume qui s'inquiète des conséquences à long terme d'un retour de l'OLP, aussi limité soit-il.

Il est significatif que l'arrivée en Jordanie, le 15 juillet dernier, de cent soixante-quatre Palestiniens libérés deux mois auparavant par Israël dans le cadre d'un échange de prisonniers ait été pudiquement passée sous silence par la presse jordanienne qui avait visiblement reçu des instructions en ce sens. Les responsables jordanien avaient, semble-t-il, pris ombrage du bruit fait quelques jours plus tôt autour du retour en Jordanie de quatre-vingts soldats de la brigade Badr de l'Armée de libération de la Palestine expulsés de la Belka libanaise par l'armée syrienne (le *Monde* du 11 juillet).

En tout état de cause, il n'est donc pas question d'un transfert du quartier général de l'OLP de Tunis à Amman, même si en pratique c'est dans la capitale jordanienne que les choses ont de plus en plus tendance à se passer. « La situation n'est pas mûre », affirme-t-on tant du côté jordanien que palestinien. Une façon élégante de dire que les Jordaniens ne sont pas disposés à ce qu'Amman devienne la « capitale de l'OLP ».

Les Jordaniens sont évidemment soucieux d'éviter tout ce qui pourrait déclencher des réactions israéliennes intenses ou braver les Américains. Cela s'applique en premier lieu à tout ce qui touche aux activités militaires de l'OLP. Sur ce point, la politique d'Amman n'a pas varié depuis quinze ans : pas d'opérations de commandos à partir du territoire jordanien et pas de forces palestiniennes autres que la brigade Badr de l'Armée de libération de la Palestine, laquelle est totalement sous le contrôle de l'armée jordanienne.

Pour sa part, Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, nie catégoriquement que le Fatah ait été autorisé à ouvrir un camp d'entraînement sur le territoire jordanien, ce que l'on exclut également de sources diplomatiques occidentales à Amman. L'alternative offerte aux quelques centaines de combattants du Fatah qui ont pu rentrer en Jordanie après être passés

par le crible des services de renseignement jordaniens (et pour certains, semble-t-il, par un camp de transit quelque part au nord du pays) est d'être intégrés à la brigade Badr de l'ALP ou définitivement rendus à la vie civile.

## Mise en garde israélienne

Les préoccupations jordaniennes se comprennent d'autant plus aisément que les dirigeants israéliens sont prompts à enfoncer le clou de la bataille qu'est pour eux la présence de l'OLP dans le royaume hachémite. Ils en ont fait récemment la démonstration lorsque, après la découverte, le 26 juillet dernier, d'un couple d'instituteurs juifs assassinés en Galilée par de jeunes Palestiniens, ils ont multiplié les déclarations en forme de mise en garde à l'adresse d'Amman. Du général Ariel Sharon demandant qu'il soit arrêté « les bases de l'OLP en Jordanie », au ministre de la Défense, M. Yitzhak Rabin, déclarant que le roi Hussein avait fait une « grave erreur » en laissant l'OLP revenir dans son royaume.

« Il n'y a pas de bases palestiniennes en Jordanie, et les Israéliens le savent fort bien », rétorquent à Amman, où l'on estime que ces déclarations visent avant tout à jeter le discrédit sur les efforts de paix du roi Hussein.

Pour sa part, Abou Jihad rejette les accusations israéliennes selon lesquelles les récents attentats commis dans les territoires occupés et en Israël auraient été planifiés à Amman. « Ce sont les conditions de l'occupation et les pressions croissantes auxquelles ils sont soumis qui poussent de plus en plus les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza à recourir à la violence organisée ou non », nous a déclaré le dirigeant palestinien. « Il y a dans les territoires occupés une nouvelle volonté de résistance inspirée par ce qui s'est passé au Liban du Sud et renforcée par l'extrémisme de gens comme (le rabbin) Meir Kahane ».

Les responsables de l'OLP semblent en tout cas soucieux de ne pas embarrasser les Jordaniens (2). Depuis leur rupture avec Damas, le royaume hachémite est en effet le seul pays arabe où ils puissent être aussi directement en contact avec les Palestiniens de l'intérieur, que M. Arafat veut ramener à la « direction légitime » de l'OLP et à la ligne politique qu'il incarne.

EMMANUEL JARRY.

(2) Sans doute est-ce la raison pour laquelle Abou Jihad s'est longuement abstenue d'Amman avant, pendant et après l'opération de débarras de commandos palestiniens mise en œuvre en avril dernier par la marine israélienne, opération qu'il avait organisée à partir d'Alger.

## Accusé de « conduite indigne » à l'égard de prisonniers palestiniens

### LE COMMANDANT EN CHEF DES PARACHUTISTES A ÉTÉ ACQUITTÉ

Tel-Aviv (APF). - Le général Yitzhak Mordokhai, chef du corps des parachutistes israéliens, a été acquitté dimanche 18 août des deux accusations (le *Monde* du 17 août) d'avoir, le 15 août, ordonné le massacre de deux Palestiniens, l'un mort et l'autre blessé, lors du détournement d'un autobus israélien en avril 1984.

Accusé d'avoir « infligé de graves blessures » à ces prisonniers et de « conduite indigne de son uniforme », le général Mordokhai a été jugé par le général de réserve Hayim Nadel. Le général Mordokhai avait refusé de recourir aux services d'un avocat et de convoquer des témoins, ne fondant sa défense que sur le rapport de la commission d'enquête de la force dans le bus de sauver des vies humaines » (coups de crosse de son pistolet à son nez et à son front) et que « en tout état de cause, il n'avait participé à l'interrogatoire que pendant les deux premières minutes ».

Après avoir entendu l'accusé, le général Nadel a établi que le général Mordokhai avait « fait un usage raisonnable de la force dans le but de sauver des vies humaines ».

(Indéfini.)

## Israël

### Le gouvernement a interdit l'installation de juifs dans la casbah d'Hébron

De notre correspondant

Jérusalem. - Un, deux, trois, quatre, puis cinq et six députés de l'extrême droite israélienne sont retranchés depuis jeudi 15 août dans une vieille maison de la casbah d'Hébron en Cisjordanie (le *Monde* du 17 août). A quelques heures du début des travaux, dimanche, entre travailleurs et membres du Likoud, en conseil des ministres puis en cabinet restreint, leur sort a été en principe scellé : ils devront partir bagages.

L'armée a coupé, dans la nuit, l'électricité aux squatters d'Hébron. Comme le groupe qui les avait précédés dans cette bâtisse, ils pourraient être expulsés manu militari, l'immunité parlementaire ne jouant pas dans les territoires occupés.

Epaulé par son ministre de la Défense, M. Yitzhak Rabin, le premier ministre, M. Shimon Peres, a mis en échec la proposition du chef du Likoud, M. Shmouel, de permettre l'installation de juifs dans la casbah d'Hébron. La maison, acquise sans la nécessaire autorisation du ministre de la Défense, se trouve hors de l'enceinte juive en cours de rénovation par un seul couloir : occupé anciennement dirigé par le cerveau du réseau terroriste juif, M. Menachem Livni, condamné à la prison à perpétuité le 22 juillet.

(Indéfini.)

# DIPLOMATIE

## A LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

### Attaques en règle contre le rapport Whitaker qui mentionne le génocide des Arméniens

Genève. - La discussion du rapport de l'expert britannique Benjamin Whitaker sur le génocide à fini par être engagée à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU (le *Monde* du 15 août). La première journée du débat a laissé les Arméniens venus à Genève de divers pays d'Europe, des Etats-Unis et d'Amérique du Sud, dans une attente de plus en plus inquiète. Ces sentiments n'ont d'ailleurs pas été exprimés publiquement, car il n'est pas question, pour le moment tout au moins, de leur donner la parole.

Solidarité humanitaire ? Priorité aux intérêts de l'OTAN de la part de certains membres de la sous-commission ? Crainte d'un réveil de l'identité nationale en République soviétique d'Arménie ? Toujours est-il que tout semble s'agiter pour que le rapport Whitaker, qui fait état, s'appuyant sur des documents d'archive, du génocide des Arméniens perpétré par l'Empire ottoman en 1915 et 1916, ne soit pas adopté. Les différents intervenants des experts (statutairement indépendants de leur gouvernement), dont bon nombre étaient étayés par des arguments pseudo-historiques ou pseudo-juridiques, se sont efforcés de prouver que ce seul couloir : occupé anciennement dirigé par le cerveau du réseau terroriste juif, M. Menachem Livni, condamné à la prison à perpétuité le 22 juillet.

De notre correspondante

terme « génocide » avait été inventé par le « lobby juif ». Pour ce qui est du génocide des Arméniens, il met en doute son « authenticité historique », et estime qu'un document des Nations unies, quel qu'il soit, les « délits ottomans », ne saurait être de nature à encourager le terrorisme. « Que deviendrons-nous, nous, si nous acceptons que l'on assassine des diplomates ? Il serait donc souhaitable selon l'orateur, afin de ne pas politiser le problème, de supprimer le paragraphe 24 du rapport, celui qui évoque la tragédie arménienne. Mais, ce qui paraît le plus déplaire à M. Khalifa, c'est que le rapporteur a osé parler du « pire », à savoir du « génocide commis par les Israéliens » et plus particulièrement de Sabra et de Chatila.

## Une mise au point française

L'expert français, M. Joinet, s'est efforcé de ce que son collègue égyptien ait souligné ce cas. Cela lui a en effet permis de faire la mise au point suivante : « Dans de telles circonstances, les Etats cherchent généralement à s'efforcer, et mon pays, dans son histoire, n'y a pas échappé ». Or, les autorités israéliennes ont eu le courage d'ordonner une enquête sérieuse et de prendre des sanctions ». Il a ajouté : « Quand l'on qualifie de tels actes de génocide ou de massacre selon son opinion, il faut considérer qu'il n'y a pas eu seulement Sabra et Chatila, mais qu'il y en a eu d'autres, hélas, commis par d'autres auteurs ».

M. Joinet a fait observer, en outre, que « nous assistons actuellement à une opération de lobby pour banaliser et nier les génocides nazis... ». Or, pour ce qui est du génocide des juifs comme celui des Arméniens, « on ne peut pas soutenir qu'il n'existe pas d'étude sérieuse ».

L'expert soviétique, M. Sofitski, qui n'avait apparemment pas écouté son collègue français, a estimé que « le génocide israélien contre le peuple arabe de Palestine à Sabra et Chatila devrait être commémoré chaque année ». En outre le rapport Whitaker a le tort, selon lui, de condamner toute forme de violence, ce que « les communistes ne peuvent pas accepter ». Citant les mouvements de libération sud-africains, l'IRA et l'OLP, il a affirmé que « le terrorisme est justifié », de même qu'est justifiée la violence révolutionnaire à Cuba et au Nicaragua.

Quant à l'expert jordanien, M. Al Khawassat, il a jugé en quelques phrases que ce rapport n'était pas nécessaire ; M. Dahak, expert marocain, a mis plus d'une heure pour dire la même chose. Le coup de grâce semble avoir été donné par l'expert du Bangladesh M. Chowdhury, ancien président de la République, qui a estimé que le rapport en discussion, dont il reconnaît les grandes qualités, gagnerait à être amputé de son paragraphe 24, afin de ne pas courir le risque d'être rejeté par le sous-commission. M. Whitaker, ainsi pris de mordre son texte, doit prendre la parole ce lundi 19 août. Il nous a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de céder aux pressions tendant à l'inciter à nier le génocide des Arméniens.

ISABELLE VICHINIAK.

# ASIE

## Sri-Lanka

A la suite de violents incidents

### Les pourparlers entre Colombo et les séparatistes tamouls sont au bord de la rupture

A la suite de violents incidents, qui auraient fait, selon la gendarmerie tamoule, des centaines de victimes dans le nord de Sri-Lanka, les pourparlers engagés entre Colombo et les séparatistes tamouls sont au bord de la rupture ce lundi 19 août. Sur le terrain, les forces de sécurité ont été placées en état d'alerte et l'état d'urgence prorogé. Les trains de nuit à destination du Nord et de l'Est, à forte population tamoule, ont été annulés à la suite du détournement, dimanche, par les séparatistes tamouls, d'un train de voyageurs.

De notre correspondant

New-Delhi. - La médiation indienne dans la crise sri-lankaise vient de subir un sérieux revers avec la brusque décision, samedi 17 août, de la délégation tamoule de suspendre les pourparlers de paix de Thimpu, au Bhoutan. Selon des informations en provenance de Madras, dans le sud de l'Inde, plaques tournantes de la résistance tamoule, les forces de l'ordre sri-lankaises, « accompagnées de civils cingalais en armes », auraient massacré, vendredi et samedi, plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants tamouls dans six villages du nord de l'île. Bien que immédiatement démentie par les autorités de Colombo, la nouvelle a néanmoins provoqué une interruption des négociations entamées à contrecoeur entre les deux camps. Un porte-parole de la guérilla a, d'autre part, annoncé la reprise imminente des combats sur l'île.

Depuis le 8 juillet, combattants tamouls et représentants du gouvernement sri-lankais - ces derniers conduits par M. Hestor Jayewardene, frère du chef d'Etat sri-lankais - se trouvaient réunis pour la première fois autour d'une même table à Thimpu, la capitale isolée du petit royaume du Bhoutan, sans même à l'écart des oreilles indiscretives de la

indienne, cette « ingérence » étrange menaçait la politique de non-alignement régionale souhaitée par l'Inde.

Ainsi, depuis le début de l'année, l'Inde a radicalement modifié son attitude, auparavant bienveillante, à l'égard des activistes tamouls. A plusieurs reprises, ces derniers temps, on a évoqué des saisies d'armes rebelles par les autorités indiennes, ce qui était quasiment impensable il y a un an à peine lorsque le gouvernement indien d'alors niait l'existence de points d'appui stratégiques aux « Tigres » tamouls sur le sous-continent indien.

Sur un tout autre front, le gouvernement indien a, depuis, réussi à faire fléchir l'intransigeance de Colombo, auparavant hostile à toute idée de négociation avec les « terroristes ». Des mois de pression diplomatique et l'intervention personnelle du premier ministre, M. Rajiv Gandhi, ont été nécessaires pour en arriver là.

Le secrétaire indien aux affaires étrangères, M. Kamesh Shandari, a été dépêché dans la capitale du Bhoutan pour éviter le pire. Pourtant, en dépit de ces efforts redoublés, on risque bien aujourd'hui une rupture définitive des pourparlers.

(Indéfini.)

50:30 AMT ALA



# EUROPE A TRAVERS LE MONDE

## Grande-Bretagne

SELON L'« OBSERVER »

### Les services secrets contrôlèrent les recrutements à la BBC

L'indépendance de la BBC est à nouveau au centre d'un vif débat à Londres. Plusieurs députés de l'opposition (libéraux et travaillistes) ont demandé des explications au gouvernement après les informations publiées, le dimanche 18 août, par l'« Observer », selon lesquelles les services secrets britanniques interviennent dans le recrutement et la promotion des journalistes, producteurs et réalisateurs de la radiotélévision d'Etat.

L'« Observer » cite le cas de huit personnes dont la carrière aurait été bloquée en raison d'informations transmises par les services secrets et les catalogues comme « subversifs ». Selon l'hebdomadaire, une unité du MI 5 (service de contre-espionnage) dispose d'un bureau dans les locaux de la BBC, à l'issue de la majeure partie du personnel. Elle serait dirigée par un militaire, le général Ronnie Stobhouse.

La direction du personnel de la BBC s'est refusée à tout commentaire.

## Pologne

### SOLIDARNOSC ET LA LUTTE ANTI-ALCOOLIQUE

Deux militants anti-alcooliques, MM. Marcin Przybylowicz et Krzysztof Uminski, ont été condamnés samedi 17 août à Varsovie à des peines de 40 000 zlotys d'amende chacun pour avoir utilisé, lors d'une manifestation symbolique devant un magasin de spiritueux, « les emblèmes d'une organisation non autorisée ». Leur association, la « Confrérie pour la sobriété », parrainée par deux paroisses de Varsovie, appelle à la « solidarité dans la sobriété » en utilisant pour ses badges et banderoles les célèbres caractères qui composent le sigle du syndicat dissident Solidarnosc. — (AFP.)

## Tchécoslovaquie

### VACLAV HAVEL DE NOUVEAU ARRÊTÉ PUIS LIBÉRÉ

L'écritain et dissident Vaclav Havel a été détenu deux jours à Bratislava (Slovaquie) avec trois autres personnes, dont une au moins a été libérée en même temps que lui, dimanche après-midi 18 août, apprend-on chez ses amis à Prague. M. Havel avait été appréhendé vendredi soir avec une amie, alors qu'ils rendaient visite au professeur Miroslav Kusy, ancien secrétaire à l'idéologie du Parti communiste slovaque et signataire de la Charte 77, le manifeste des dissidents. L'écritain avait déjà été arrêté le 9 août et libéré deux jours plus tard. — (AFP.)

## RFA

SELON « DER SPIEGEL »

### Une centaine d'hommes politiques auraient reçu des dons illégaux de compagnies d'assurances

Bonn (AFP). — Plusieurs compagnies d'assurances allemandes auraient fait des dons à des hommes politiques, dont elles attendaient certains services, selon l'hebdomadaire « Der Spiegel » du lundi 19 août.

L'hebdomadaire affirme qu'une centaine d'hommes politiques, dont le plus grand nombre sont membres du gouvernement, sont impliqués dans cette affaire. L'association générale des compagnies d'assurances a démenti ces accusations samedi, en affirmant que les sommes versées aux partis étaient destinées à des campagnes électorales et que leurs bénéficiaires n'avaient pas « la moindre obligation » en échange.

Le parquet de Bonn a cependant confirmé avoir ouvert « plusieurs enquêtes pour fraude fiscale contre des compagnies d'assurances », sans autre précision.

Citant un cas précis, « Der Spiegel » affirme notamment que la Fédération des compagnies d'assurances a versé 250 000 marks (environ 750 000 F) pendant la campagne pour les élections de 1983, au secrétaire d'Etat à la chancellerie, M. Friedrich Vogel, « à remettre à une liste de cinquante personnalités politiques conservatrices de haut rang en échange de leur soutien à une coopération utile à tous ». Il s'agissait entre autres des actuels ministres du travail, Norbert Blum, et des affaires interallemandes, Heinrich Windelen, (20 000 marks chacun), du secrétaire d'Etat aux affaires interallemandes Otrried Hennig, (15 000 marks) et de M. Friedrich Vogel lui-même (20 000 marks).

M. Vogel, affirme l'hebdomadaire, avait ensuite « omis de faire figurer ces argent dans le rapport des comptes du parti chrétien-démocrate pour 1983 ».

L'opposition aussi a obtenu des dons des assureurs, selon la même source, notamment le président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel (30 000 marks). Interrogé par « Der Spiegel », M. Hans-Jochen Vogel n'a pas démenti le don, mais a pris soin de préciser que la somme figurait dans les comptes du SPD.

### LES SOUPÇONS D'ESPIONNAGE PESANT SUR LA SECRÉTAIRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE SE CONFIRMENT

Bonn (AFP, Reuter). — Les soupçons d'espionnage concernant M<sup>me</sup> Sonja Linsburg, la secrétaire du ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, semblent se confirmer. Le quotidien « Die Welt » révèle dans son édition du 20 août qu'il y aurait apparemment deux Sonja Linsburg. Selon le journal, qui cite des sources policières, les services secrets est-allemands (MFS) auraient procédé à « un échange d'identité ».

Sonja Linsburg, coiffeuse à Berlin-Ouest, s'était présentée à la police française à Colmar en 1966 avant de se rendre en RFA pour devenir par la suite secrétaire de plusieurs dirigeants du Parti libéral (FDP), dont M. Bangemann, actuel président du FDP et ministre depuis un an. Mais ceux qui connaissent Sonja Linsburg en 1966 sont affirmatifs selon « Die Welt » : ils ne la reconnaissent pas sur les photographies de la secrétaire disparue. Une substitution de personnes pourrait s'être produite entre le départ de la coiffeuse pour Colmar et son arrivée en RFA. C'est du moins ce que le BKA semble croire selon le quotidien allemand.

Quant à M. Bangemann, entendu par les enquêteurs le 15 août, il a affirmé que sa secrétaire n'avait accès à aucun document secret. Selon lui, il n'y a absolument aucune raison de croire qu'elle se livrait à des activités d'espionnage.

## Guyana

### M<sup>me</sup> VIOLA BURNHAM NOMMÉE VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Georgetown (AFP). — M<sup>me</sup> Viola Burnham, la veuve du président élu Forbes Burnham, décédé le 7 août dernier, a prêté serment le 17 août devant le nouveau président de la République, M. Desmond Hoyte. Elle occupe désormais la fonction de vice-présidente de la République, vice-premier ministre et ministre de bien-être social. Elle reste présidente du Mouvement des femmes révolutionnaires socialistes. — (AFP, UPL.)

## Inde

### DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE DE L'ASSAM

Disputes entre New Delhi et les militants assamais (le Monde du 17 août). L'Assemblée de l'Etat d'Assam a été dissoute dimanche 18 août et de nouvelles élections générales auront lieu avant la fin de l'année. — (AFP, AP, Reuter.)

### ELECTIONS AU PENDJAB FIN SEPTEMBRE

En dépit de l'appel du président de l'Atali Dal, organisation sikhe modérée, en faveur d'un report à l'année prochaine des élections générales au Pendjab (le Monde du 16 août), ce scrutin aura lieu le 22 septembre, a annoncé samedi 17 août, la commission électorale indienne. Cette décision, critiquée par l'opposition parlementaire et par les sikhe modérés, qui redoutent un regain de violence, se donne que quinze jours aux différents partis pour enregistrer leurs candidats, mais permet au premier ministre indien d'éviter un amendement de la Constitution, nécessaire en cas de prorogation de l'administration directe au Pendjab au-delà du 5 octobre. — (AFP, AP, Reuter.)

## Indonésie

### AMNISTIE

A l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance, plus de vingt et un mille condamnés, notamment des étrangers et d'anciens communistes, ont été amnistiés ou ont bénéficié de réductions de peines.

## Philippines

### MASSACRE DE L'EQUIPAGE D'UN BATEAU

Quatre marins sont détenus en relation avec l'enquête, ouverte vendredi 16 août, sur le meurtre de onze sur les douze membres de l'équipage d'un paquebot dans la baie de Manille, le 10 juillet. Le capitaine, seul survivant du massacre, avait réussi à s'échapper en plongeant après avoir vu les marins tuer cinq des membres de l'équipage et jeter les corps par-dessus bord. Les corps de dix des onze victimes avaient été récupérés trois jours après. Le massacre aurait eu lieu quelques heures après l'interception par la marine nationale, pour un contrôle, de la péniche soupçonnée de contrebande. — (AFP, AP.)

### SEPT SOLDATS TUÉS DANS LE NORD

Une bataille de huit heures entre la guérilla communiste et l'armée a eu lieu vendredi 16 août dans la province d'Abra (nord du pays), a annoncé samedi le commandement militaire local. Sept soldats ont été tués. De treize à trente rebelles, selon les agences, auraient été éliminés. Selon l'agence philippine de presse, la bataille aurait pris fin à la suite de l'intervention d'un officier, qui a demandé aux deux camps de cesser les hostilités. Les affrontements entre la Nouvelle Armée du peuple (branche armée du parti communiste interdit) et les forces de l'ordre ont déjà fait plus de deux mille sept cents morts depuis le début de l'année dans l'archipel. — (AFP, AP, Reuter.)

## URSS

### CONDAMNATION D'UN « REFUZNIK »

Roald Zelichonok, un scientifique soviétique militant de la culture juive qui enseignait l'hébreu, a été condamné le 9 août, à Leningrad, à trois ans de camp pour « propagande et agitation antisoviétique ». A-t-on appris dimanche 16 août, auprès du Conseil national français pour la protection des droits des juifs d'URSS, Roald Zelichonok, quarante-neuf ans, attend depuis 1978 l'autorisation d'émigrer en Israël.

## Amman

Sur le cimetière des victimes de la guerre civile jordanienne, les corps des soldats, semblant être portés au camp de réfugiés, ont été enterrés à la fin de la semaine dernière.

## Mise en garde israélienne

Les préoccupations israéliennes au sujet de la situation en Jordanie sont devenues plus aiguës après la découverte, le 26 juillet, d'un couple d'Israéliens assassinés en Galilée par des Palestiniens. Ils ont fait l'objet de déclarations en forme de mise en garde à l'adresse d'Amman. Le général Ariel Sharon demandait qu'Israël attaque « les bases de la défense, M. Yitzhak Rabin, déclarant que le roi Hussein avait fait une « grave erreur » en laissant l'OLP revenir dans son royaume.

« Il n'y a pas de bases palestiniennes en Jordanie », ont déclaré les responsables israéliens, « mais il y a des bases de l'OLP ». L'OLP a répondu que les bases palestiniennes en Jordanie sont des bases de l'OLP.

Les responsables de l'OLP ont déclaré que les bases palestiniennes en Jordanie sont des bases de l'OLP.

EMMANUEL JARRY

## L'HOMME DE L'ONU

### port Whitaker

### Arméniens

M. Jarry a été nommé directeur de l'Unité de l'ONU pour le Liban. Il a été nommé directeur de l'Unité de l'ONU pour le Liban.









# société

UNE LETTRE DE LA DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

## Les magistrats et la situation dans les prisons

Dans une lettre qu'elle nous a adressée, la directrice de l'administration pénitentiaire, M<sup>me</sup> Myriam Ezraty, répond aux critiques formulées dans le Monde du 14 août par M<sup>me</sup> Bernard Prévost. Cet avocat parisien s'étendait de l'obligation imposée le 8 août par décret aux directeurs de prison d'adopter les magistrats des tribunaux de tout département des capacités d'accueil des établissements pénitentiaires de leur ressort. Cette obligation est l'une des facettes d'une réforme qui vise à humaniser les prisons et à les désencombrer (le Monde du 9 août). M<sup>me</sup> Ezraty écrit :

M<sup>me</sup> Prévost semble tout d'abord considérer que ces « biofacteurs réformés », selon ses propres termes, doivent aux circonstances de n'avoir pas été soumis au Parlement. Le juriste qu'est M<sup>me</sup> Prévost ne peut ignorer que l'ensemble des dispositions concernées figurent dans la partie réglementaire du code de procédure pénale et que, sauf à violer la Constitution, elles ne pouvaient qu'être modifiées par un texte de même nature.

S'il consulte le Journal officiel relatif aux débats de l'Assemblée nationale du 25 juin dernier sur le projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales, il sera également en mesure de constater que le Parlement a été saisi à cette occasion de dispositions, de nature législative, dont plusieurs concernent l'individualisation des peines.

Ces points de forme mis à part, il m'est agréable de lire, sous la plume

de l'avocat, que celui-ci estime dans l'ensemble ces réformes comme bienfaisantes. Je n'en suis que plus surprise de le voir s'étendre de la disposition prévoyant que les magistrats seront régulièrement tenus informés de l'évolution des effectifs des établissements pénitentiaires situés dans leur ressort.

Je observe que cette disposition s'inscrit dans un ensemble de mesures visant à assurer une meilleure information réciproque des instances judiciaires et pénitentiaires, l'une et l'autre parties intégrantes du service public de la justice. Magistrat moi-même, je pense que ce serait faire injure aux magistrats d'imaginer qu'ils puissent décider de priver un condamné de liberté au seul motif que la prison locale disposerait de places.

Faut-il craindre à l'inverse qu'un juge renonce à recourir à la prison au seul motif que celle-ci est surpeuplée ? Ainsi présentée, l'hypothèse relève de la justice-fiction. Aucun magistrat ne renoncera à placer une personne en détention lorsqu'il estimera cette mesure indispensable, que la prison soit trop pleine ou vide.

Par contre, confrontés à des situations laissant le choix entre la privation de liberté et d'autres mesures telles que contrôle judiciaire ou peines de substitution, que des magistrats intègrent la situation de la prison parmi les multiples éléments d'appréciation ne m'apparaît ni choquant ni contraire à l'équité.

Ce serait mal estimer les magistrats que de considérer que les

conditions dans lesquelles s'exécutent les peines leur sont indifférentes. Le poids de la sanction n'est pas identique selon que la privation de liberté est exécutée dans un établissement bien équipé en personnel et en moyens ou au contraire dans un établissement vétuste, dégradé et surpeuplé.

En tout état de cause, les dispositions de l'article D 92 (1) visent seulement à mieux informer les magistrats. Cet article ainsi que les cent six autres ont été soumis à une très large concertation et sont notamment inspirés des travaux d'une session sur l'individualisation, qui s'est tenue au mois de février 1983 à l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire, et qui réunissait près de cent praticiens du droit pénal (magistrats, avocats, policiers, gendarmes, fonctionnaires pénitentiaires).

Faut-il en définitive, par crainte d'éventuels effets pervers, tenir soigneusement les magistrats dans l'ignorance de la situation du monde carcéral ? Je ne le pense pas et je souhaite que, malgré les termes de son article, M<sup>me</sup> Prévost ne l'envisage pas non plus.

(1) NDLR. - Le nouvel article D 92 du code de procédure pénale dispose : « Le chef d'établissement signale au président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve la maison d'arrêt, au juge de l'application des peines, au procureur de la République près le tribunal, ainsi qu'au directeur régional des services pénitentiaires, tout dépassement des capacités d'accueil de l'établissement ».

POUR DEMANDER LA TITULARISATION DES ENSEIGNANTS

## Les défenseurs de l'école basque manifestent à Latche

Bayonne. - Quatre cents à cinq cents parents et élèves des ikastolas (1), les écoles privées où l'enseignement se fait en langue basque, ont tenté de se rendre dimanche 18 août devant la propriété de Latche, dans les Landes, où M. François Mitterrand a coutume de venir se reposer. D'importantes forces de police les ont empêchées d'approcher à moins de 2 kilomètres.

Cette manifestation, prévue pour le mois de juin, avait été suspendue après l'offre de négociations faite par le ministère de l'éducation nationale. Plusieurs rencontres ont eu lieu depuis avec M. Jean-Claude Martin, recteur de l'académie de Bordeaux et M. Luc, directeur de la mission culturelle au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement. Elles portaient sur ce que Senaka, la fédération des écoles basques, appelle « la législation de l'enseignement en langue basque », c'est-à-dire la reconnaissance de ce système pédagogique par l'intégration de ses enseignants dans le personnel de l'éducation nationale.

Pour la présidence, M<sup>me</sup> Mailux-Caldemide, « cela est fondamental, car la vie et l'avenir de l'Euzkara (langue basque) ne peuvent plus appartenir au domaine de l'arbitraire, de la charité ou de la couleur politique des hommes au pouvoir ». Elle reconnaît qu'un

De notre correspondant

grand pas a été fait par le représentant ministériel, qui propose que cette intégration se réalise « selon un statut dérogatoire permanent garantissant le maintien de ces méthodes pédagogiques ». Mais elle déplore que l'on exige pour l'ouverture de classes supplémentaires le même nombre d'élèves (trente) que dans le système public et qu'on les ferme en dessous de huit enfants, mesures qui limitent la « fonctionnalisation » des maîtres à un tiers de l'effectif : huit le seraient en janvier prochain et quinze autres à la rentrée 1986.

« L'environnement est totalement francophone », soutient Senaka. Il faut donc un surcroît d'efforts pour assurer un réel bilinguisme. Avec succès, reconnaît l'inspection académique, qui a effectué en 1983 plusieurs tests auprès des élèves du primaire, qui se sont avérés « nettement satisfaisants pour permettre la poursuite des études dans le premier cycle du second degré ».

Autre revendication : la prise en charge du déficit financier, qui avoisine les 2 millions de francs, soit près du quart du budget annuel. Les subventions du ministère et des collectivités locales ne couvrent qu'un tiers des dépenses ; le reste est financé par les parents, qui versent aux ikas-

toles 3 % minimum de leurs revenus, et par les nombreuses fêtes qu'ils organisent tout au long de l'année. A l'issue des négociations, l'éducation nationale accepterait de combler la moitié du trou budgétaire. « Ce n'est pas suffisant pour que l'inspecteur du travail accepte que nous rémunérions la cinquantaine d'enseignants que nous avons licenciés à la fin de l'année scolaire », répond-on à Senaka.

La rentrée prochaine semble donc compromise. Le ministère devrait arrêter sa position dans quelques jours, mais d'ores et déjà les représentants de soixante élus du Pays basque, qui se sont réunis le 16 août à la préfecture de Bayonne pour réclamer la prise en charge des ikastolas, ont menacé d'étendre leur mouvement si une solution n'était pas trouvée avant la fin du mois.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

(1) Créées il y a seize ans, elles comptent aujourd'hui 74 classes de la maternelle à la seconde, qui scolarisent 800 élèves. Leur nombre est en augmentation constante. Dans l'enseignement public, 30 enseignants, dont 28 sont titulaires, assurent trois heures de cours de basque par semaine à près de 4 000 élèves des classes maternelles et primaires. Bien que le nombre des maîtres ait été doublé en 1981, la demande des parents reste insatiable.

## SCIENCES

### Lancement d'une sonde japonaise vers la comète de Halley

Pour la seconde fois en un peu plus de huit mois, les Japonais ont lancé avec succès une sonde spatiale en direction de la comète de Halley. L'engin, qui porte le nom de Planet-A et pèse environ 140 kilogrammes, a été tiré lundi 19 août à 1 h 33 (heure française) depuis l'une des bases que le Japon possède dans l'île de Kyushu, dans le sud du pays. Elle devrait survoler la comète sur une

distance de plusieurs centaines de milliers de kilomètres dans le courant du mois de mars 1986. Avec ce tir s'achève donc la campagne de lancement de cette véritable armada qu'Européens, Soviétiques, Français, Japonais et Américains ont envoyée en direction de la comète qui rend visite à la Terre tous les soixante-seize ans.



## Grand vainqueur



Depuis que Dick Fosbury a révolutionné le saut en hauteur dans les années 60, les sauteurs, hommes et femmes, se sont « lancés » toujours plus haut. C'est au saut en hauteur féminin que les progrès les plus considérables ont été accomplis, avec le record du monde passant de 1,92 m à 2,07 m en tout juste 14 ans.

Et cette saison, les athlètes sautent pour battre des records et marquer des points au cours des 16 réunions du Grand Prix FIAA Mobil.

En tout, dans 16 épreuves, les athlètes vont concourir pour gagner des points au cours des prochaines réunions du Grand Prix : le Weltklasse à Zurich le 21 août, l'ISTAF à Berlin-Ouest le 23 août, le Weltklasse à Cologne le 25 août, et le Memorial Ivo Van Damme à Bruxelles le 30 août. Puis viendra la Finale du Grand Prix à Rome le 7 septembre.

Parrainé par Mobil et organisé par la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur, le Grand Prix constitue un événement marquant pour le développement de l'athlétisme.

Les points du Grand Prix sont attribués aux athlètes en fonction des performances ou des temps réalisés. Des points supplémentaires sont attribués pour les records du monde. Le classement final récompensera les premiers athlètes masculins et féminins ainsi que les meilleures performances dans chaque épreuve.

Avec encore 5 meetings à venir, les coureurs, sauteurs, lanceurs et perchistes concourent pour de bon, voulant tous, sans exception, être Grand Vainqueur. Mobil. Avancez avec nous.

© 1985 Mobil Corporation

## Une jeune fille porte plainte pour viol

Une jeune fille de dix-huit ans, Isabelle, a porté plainte pour viol, mercredi 14 août, au poste de police des Halles.

Selon ses déclarations, le 13 août peu après 18 heures, Isabelle s'installa au bout du quai de la station Châtelet-Les Halles du RER, direction Roissy, à quelques dizaines de mètres des autres voyageurs. Deux jeunes gens « correctement vêtus », âgés d'environ vingt-cinq à trente ans, l'abordèrent. L'un d'eux s'empara du sac à main d'Isabelle, tandis que le second la poussa violemment sur un banc et commença à abuser d'elle. Selon Isabelle, la scène ne dura que quelques minutes, car ses agresseurs s'enfuirent à l'arrivée de la rame du RER (aux heures d'affluence, l'intervalle entre chaque rame n'est que de six minutes).

La jeune fille affirme qu'elle a crié au secours mais qu'aucun des voyageurs qui attendaient sur le quai ne lui est venu en aide.

Après le viol, elle s'est d'abord

rendue chez son père, puis chez un médecin qui a établi un certificat attestant « de la réalité d'un acte sexuel » et elle a attendu le lendemain pour porter plainte. La brigade de répression du banditisme (BRB) a été chargée de l'enquête.

Les quais de la station Châtelet-Les Halles sont très longs, et les deux extrémités souvent désertées par les usagers. D'autre part, les chahuts entre « zonards » sont fréquents dans cette station, ce qui peut expliquer qu'aucun voyageur ne se soit inquiété.

De son côté, la RATP indique que ses agents chargés du système de vidéosurveillance du métro « n'ont rien vu ». « Le choix des points à contrôler est fait en fonction du trafic, précise la RATP, et ceux-ci sont balayés à tour de rôle, mais ne le sont pas d'une manière constante. Le chef de station doit surveiller une dizaine d'écrans, il ne peut voir en permanence tout ce qui se passe sur les quais ».

Cette affaire présente certaines similitudes avec le viol dont Fabienne D, dix-sept ans, affirme avoir été victime le 15 mai dernier, dans le train de banlieue Juvisy-Paris et qui a abouti à l'inculpation d'un jeune homme qui prétend de son innocence (le Monde du 18 mai et du 16 juillet).

## LA GENDARMERIE DE VERSAILLES RECHERCHE UN CHAUFFARD

La section de recherches de la gendarmerie de Versailles (1) a lancé, dimanche 18 août, un nouvel appel à témoins pour tenter de retrouver le chauffard qui a tué, le 8 août dernier, sur l'autoroute A 10 dans le sens province-Paris, une jeune fille circulant à moto.

Selon une communication téléphonique anonyme reçue le lendemain de l'accident à la brigade de gendarmerie d'Ablis (Yvelines), il semblerait que, non seulement, le chauffard n'a pas porté secours à la victime, mais qu'il se soit arrêté pour jeter, avec l'aide d'un passager, le corps de Sandrine Cousinnet, vingt et un ans, par-dessus la glissière de sécurité avant de prendre la fuite. L'accident a eu lieu le 8 août vers 13 h 30 à hauteur de la commune de Saint-Martin-de-Brethencourt (Yvelines).

Selon la mère de la victime, deux personnes qui se trouvaient sur un pont surplombant l'autoroute à cet endroit ont été les témoins directs de l'accident. Sandrine Cousinnet aurait été heurtée par une Super 5 de couleur claire au moment où elle doublait le véhicule. Violemment projetée au sol, la jeune motocycliste est morte sur le coup.

(1) Tél. : 950-33-51.

**O. FADEL**  
EXPORTER EN ALGERIE  
pièces détachées, véhicules  
et machines industrielles  
- DÉCODEURS T.V.  
- MOTOCYCLETTES  
- TRACTEURS - FROID  
Études de marchés  
pour licences d'import  
152, rue de Tolbiac, 75013 PARIS  
Tél. : 528.85.44 - 528.24.63  
Téléfax 549251

**LES HOMMES DE LA LOIRE**  
H. Dussourd - B. et C. Desjeux  
De la source à l'embouchure,  
une histoire riche et passionnante  
24 x 28 cm - 204 p. - 250 fr. - 220F.  
**Berger-Levrault**  
UN GRAND NOM DE FRANCE

**DROIT Sciences Eco.**  
Documentation sur...  
• Stage session septembre  
• Stage de pré-rentree  
• Soutien annuel  
**IPEC** Enseignement supérieur privé  
44, rue de Valenciennes, Paris 10  
Téléphone : 63.41.52/53-52.53/54-52.53/55

**L'École des Cadres**  
30 ans d'expérience au service des entreprises  
et de la réussite professionnelle

- Des diplômés entrepreneurs  
La preuve : 65 % de nos diplômés gagnent déjà plus de 150 000 F par an.
- Pas de temps perdu à l'École des Cadres  
La preuve : 81 % des jeunes diplômés trouvent un emploi dans les 6 mois suivant leur sortie de l'École\* (les étudiants sont formés en 3 ans à partir du baccalauréat, au lieu de 4 ou 5 ans ailleurs).
- Une ouverture internationale  
La preuve : des records d'équivalences avec l'Angleterre, l'Espagne, les États-Unis (possibilité de faire un M.B.A. en 6 mois à Dallas).
- Un investissement faible et facile  
La preuve : 100 % du coût des études peut être financé avec un prêt cautionné par une mutuelle (taux = 9,75 %).

*L'École de l'Entreprise*

Concours d'entrée : 10-11 septembre

**ÉCOLE DES CADRES**  
70, Galerie des Danciers - La Défense N° 1 - 92400 Courbevoie. Tél. : 773.63.41 - 747.06.40  
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État.







## Le Monde ECONOMIE

### Céréales : la crise

L'ANNÉE 1985 est celle des céréales. La surproduction à l'intérieur de la Communauté européenne, combinée à un marché mondial qui se rétrécit et où la concurrence entre pays exportateurs devient de plus en plus âpre, oblige la CEE à revoir la politique de relative facilité qu'elle appliquait depuis 1962. La réforme n'en est qu'à ses débuts.

Les baisses des prix décidées deux années de suite étaient peut-être nécessaires pour donner un coup d'arrêt au développement de la production, pour permettre aux céréales de rester compétitives par rapport aux produits de substitution (maïs, gluten de maïs, etc.) et pour limiter la progression des dépenses de soutien. Elles ont cependant déjà provoqué des tensions politiques très vives.

Ainsi le gouvernement allemand, qui admettait mal que l'on fasse jouer de façon aussi brutale la spécialisation à l'intérieur du Marché commun - spécialisation où les plus forts s'en tirent, mais où les plus faibles disparaissent - est allé jusqu'à faire usage du droit de veto pour empêcher que soit approuvée la proposition de la Commission européenne de réduire les prix en ECU (1) de 1,9 %. Les exploitants allemands encaissent, il est vrai, de plein fouet les désagréments du changement de cap actuel. Dotés d'un mark fort, il n'est pas question pour eux de jouer sur la dévaluation de leur « monnaie verte » comme l'ont fait les Français afin d'atténuer les effets des baisses en ECU.

En fait, c'est le contraire qui se passe : les baisses ont été amplifiées en RFA par la nécessité d'éliminer, début 1985, les montants compensatoires monétaires

(MCM) positifs, conformément aux engagements pris les mois précédents. Producteurs de blé de qualité, ils ont d'autant plus souffert que la nouvelle politique d'austérité de la CEE a réduit les primes dont bénéficiaient ceux-ci.

L'hyper-réaction allemande conduira probablement la Commission à affiner la réforme qu'elle conduit dans ce secteur. Elle a prévu que des propositions concernant le nouveau régime applicable seraient soumises aux gouvernements membres début octobre.

#### Que faire des surplus ?

Car tout porte à croire que la crise va s'accroître. La production communautaire, sans atteindre le niveau record de 1984 - 150 millions de tonnes, - n'en sera pas loin. Les experts parlent de 140 millions de tonnes, ce qui veut dire une récolte encore excédentaire.

Qu'en faire ? En 1984-1985, les échanges commerciaux de blé entre pays développés ont atteint 106 millions de tonnes ; mais ils sont évalués, pour l'année prochaine, à moins de 100 millions de tonnes. La Chine n'est plus, comme jadis, un gros importateur. L'Inde est devenue un exportateur. L'Union soviétique, même si elle demeure un acheteur important, a accru sa production. Il reste des marchés importants : outre l'URSS, les pays du Maghreb, l'Égypte, le Japon.

Toutefois, la Communauté risque d'y être contrainte par les États-Unis, qui annoncent vouloir pratiquer une

politique agressive pour écouler leurs excédents. Pour l'instant, leur programme d'aide à l'exportation n'a guère donné de résultats : l'offre faite à l'Algérie (1 million de tonnes de blé) n'a pas eu de suite, et celle à l'Égypte (800 000 tonnes de farine) s'est concrétisée en partie (150 000 tonnes). Mais ces efforts, même louables, dépriment le marché.

Rien n'est fait, mais tout est figé et le marché s'affaiblit, comment un fonctionnaire de la Commission. Le blé, qui valait en juin de 125 à 130 dollars FAB (franco à bord), est tombé entre 110 et 115 dollars début août. La Communauté, qui s'est appropriée entre 17 % et 18 % du marché du blé de la campagne passée, a peu de chances de renouveler cette performance.

Cependant, suite à la baisse des cours et à celle du dollar, la restitution, c'est-à-dire la subvention destinée à faciliter les exportations vers les pays tiers, a été augmentée de 20 ECU par tonne en mai-juin à 36 ECU en août. Elle devra encore être relevée si le billet vert dégringole davantage.

Conséquences : le coût du soutien du marché des céréales pour le Fonds européen agricole va croître : 2,4 milliards d'ECU en 1984-1985, mais on prévoit autour de 3 milliards d'ECU pour 1985-1986. Il apparaît comme inévitable à la clé une difficile négociation avec les États-Unis dans le cadre du nouveau round du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ou bien ailleurs.

Cette dégradation du climat international pèse sur le marché intérieur. Selon un expert bruxellois, les prix

réels, qui, en raison des mesures de gestion entravées par la Commission bien plus que des diminutions de prix « institutionnelles », ont baissé de plus de 10 % en 1984-1985, vont encore chuter dans les mêmes proportions en 1985-1986.

Les silos débordent. Les achats d'intervention, toutes céréales confondues, ont porté sur 14 millions de tonnes en 1984-1985. On prévoit qu'ils vont s'accroître au cours des prochaines années - c'est déjà le cas pour l'orge - si bien que les quantités engrangées atteindront des niveaux records en octobre ou novembre.

#### Miser sur la qualité

Dans un contexte aussi sensible, on s'attend que la Commission propose de poursuivre le basculement des prix, mais de manière sélective. Ainsi les blés de qualité médiocre seraient payés au-dessous du prix d'intervention. Un tel abaissement sanctionnerait cette fois surtout les Britanniques, qui ont misé jusqu'ici avec succès sur la production de masse.

Outre cette orientation importante vers une politique axée sur la qualité, la Commission pourrait explorer l'idée d'une taxe de coresponsabilité. Son produit contribuerait au financement des exportations, mais aussi à celui de la recherche de débouchés nouveaux.

P. L.

(1) 1 ECU = 6,50 F. environ.

### En Westphalie-Lippe, le point de rupture

EN Westphalie-Lippe, à l'est de la Ruhr, si le blé est encore dans les champs, l'orge est pour l'essentiel moissonnée. La campagne a ainsi effectivement débuté et le moment est venu de faire les premiers comptes. Ils sont mauvais.

La chambre d'agriculture de la province a convié un groupe de journalistes régionaux à prendre connaissance de ce premier bilan. La conférence de presse se tient dans les locaux d'un négociant en céréales, la maison Kleegras à Horn. M. Theodor Wilmes, qui, avec son frère Wilfried, gère l'entreprise, balaise avec l'explication officielle aux termes de laquelle, compte tenu des mesures d'accompagnement favorables, la baisse des prix des céréales résultant des décisions de Bruxelles est de l'ordre de 0,6 % à 0,8 %.

Les gens présents - producteurs, négociants, fonctionnaires de la chambre d'agriculture - sont d'accord : il est absurde d'ergoter sur la manière dont se forme le prix, sur l'impact respectif du démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) et de l'abattement de TVA.

« L'agriculteur est payé en DM, pas en ECU », résume l'un d'eux pour souligner l'inanité d'un tel débat. M. Wilmes tranche : « La réalité, c'est que le prix de marché de l'orge a diminué de plus de 10 % par rapport à l'année précédente ».

Dans cette région fertile qui entoure Soest, la vieille cité hanseatique westphalienne, la baisse est de l'ordre de 4 DM (1) par tonne : 38 DM, au lieu de 42 l'an passé. Même chose plus au nord près de Münster.

#### « Schizophrénie »

Le prix ainsi payé aux producteurs est inférieur au prix d'intervention qui, pour l'orge comme pour le blé, a été fixé, à compter du 1<sup>er</sup> août, à 43,05 DM par tonne. Cette baisse brutale résulte de l'addition de plusieurs facteurs : la diminution des prix décidée par les ministres de l'agriculture des Dix, mais aussi la qualité médiocre cette année - plus de 25 % de la récolte ne répond pas aux critères exigés par les organismes d'intervention.

Autre facteur qui a joué à la baisse, la concurrence du blé. Depuis le 1<sup>er</sup> août 1983, la Communauté a limité à 3 millions de tonnes les quantités de blé panifiable qui bénéficient d'un prix de référence supérieur au prix d'intervention payé pour les blés fourragers. Cette année elle a encore réduit la portée de cette prime à la qualité. Résultat, le blé chasse l'orge qui ne trouve pas preneur.

**Chute des prix de l'orge, saturation du marché du porc. Les agriculteurs s'endettent.**

Quand sa qualité est suffisante, elle est systématiquement portée à l'intervention. Le 7 août, selon M. Wilmes, 415 000 tonnes avaient déjà pris ce chemin. M. Hans-Georg Dressler, économiste à la chambre d'agriculture, confirme : « Depuis qu'on moissonne, 30 000 à 40 000 tonnes partent chaque jour vers les organismes d'intervention. De la vraie schizophrénie. »

Cette concurrence du blé qui rend l'orge invendable est pour

une large part le fait des « partnaires » de la CEE. « Les Français sont venus en mars et ont offert à terme des quantités importantes de blé et d'orge à des prix imbattables, sensiblement au-dessous du prix d'intervention. Les moulins ont acheté. »

« Les Français ont pour eux le climat, les Anglais la taille de leurs exploitations », résume un des interlocuteurs d'Horn. Un autre ajoute : « Ce serait pure illusion de croire que la baisse des prix des céréales se traduit par un accroissement des quantités vendues au détriment des produits de substitution (maïs, gluten de maïs) importés des États-Unis et du tiers-monde. Cette baisse ne sert absolument à rien car les prix des produits de substitution suivent. »

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 10.)

(1) 1 DM = 3,06 francs.

### Dans la Marne, d'abord tenir

**Les acheteurs attendent, les stocks croissent. Recherche de nouveaux débouchés.**

Quintaux. En valeur absolue, ces chiffres ne signifient rien : « Quand le blé était payé 120 F au producteur, avec 70 quintaux de productivité moyenne, on passait... »

Avec la chute des cours, les blés ont été payés entre 106 et 111 F le quintal pour la récolte 1984. Celle de 1985 pourrait être vendue à 100 F, à la ferme toujours, alors que le prix d'intervention est fixé à 125,61 F et qu'une poursuite de la courbe des tarifs des années précédentes donnerait un quintal de blé à 140 F.

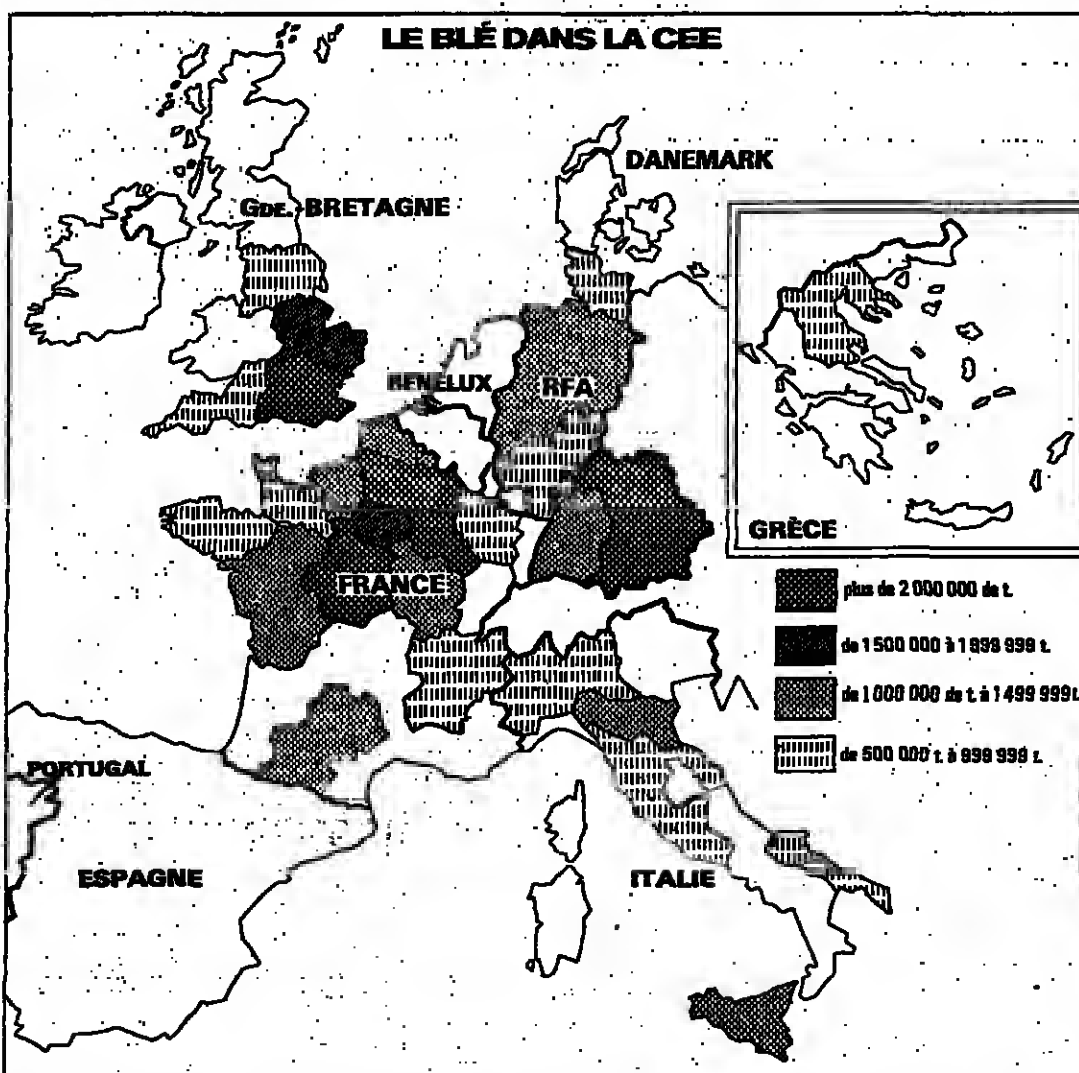
La notion de rentabilité elle-même est variable selon les exploitations. Pour Christian Bouy, qui exploite 43 hectares à proximité de Reims, 55 à 60 quintaux permettent de couvrir les charges en régime de croisière. Avec 80 quintaux à 90 F, la marge est réduite, mais elle subsiste.

Daniel Jacquesson, jeune agriculteur installé sur 48 hectares, en 1976, au sud-est de Reims, a une approche différente : « A 90 F le quintal, le compte d'exploitation reste équilibré, mais on ne fait rien d'autre. Pas d'investissements. Par contre, l'agriculteur de quarante-cinq-cinquante ans peut tenir plus longtemps. »

Conclusion provisoire : il faut tenir. Combien de temps ? Pour René Lebonvallet, qui travaille 120 hectares en plein cœur de l'ancienne Champagne pouilleuse, dite aujourd'hui crayeuse, « nous ne sommes pas dans un creux de vague courte. La crise va durer longtemps et peut-être s'aggraver ».

JACQUES GRILL.

(Lire la suite page 10.)



(Source : Eurostat. - Les régions du Benelux n'apparaissent pas sur la carte en raison de leur faible étendue.)

La répartition géographique de la production d'orge ne diffère pas fondamentalement de celle du blé, les deux céréales étant le plus souvent associées dans les mêmes cultures. Le centre de gravité en est toutefois plus septentrional du fait de l'extension des superficies en Grande-Bretagne, qui a été, en 1984, un des principaux producteurs d'orge de la CEE (25 % du total communautaire, avec 11,06 millions de tonnes), en compagnie de l'Allemagne fédérale (23 %, avec 10,26 millions), et de la France (26 %, avec 11,70 millions). Avec le Danemark (6,07 millions), quatre pays ont fourni 83 % de la production communautaire d'orge (44,31 millions de tonnes).

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

## 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 13 septembre 1985

Nom : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Diplôme : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

IGS

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3<sup>e</sup> cycle Management Avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS  
Établissement privé d'enseignement supérieur







# culture

## MUSIQUE

### LA SAISON 1985-1986 A PARIS

#### «Black Season», Rossini et Martha Graham au TMP

Le Théâtre musical de Paris/Châtelet, qui a reçu plus de trois cent mille spectateurs en 1984-1985, présente à l'automne deux spectacles d'art noir américain : *The Gospel at Colonus* (du 3 au 27 octobre), qui raconte l'histoire d'Œdipe en une sorte de style blues-rock, avec soixante artistes (Académie de musique de Brooklyn), et *Black and Blue* (du 13 novembre au 25 janvier), revue noire montée par les maîtres d'œuvre du fameux *Tango argentino*, Claudio Segovia et Hector Orezzi, sur des musiques des plus grands Américains des années 20 (Armstrong, Ellington, Waller, Morton, etc.).

La saison d'Opéra sera axée sur Rossini avec les représentations de *l'italienne à Alger* (février), *Condon* (avril) et *Il Signor Bruschino* (mai), et les versions de concert de *La Dame du lac* (février-mai) et *Mohamet II* (mai).

En version de concert également, l'intégrale de *l'Année du Nibelung* sous la direction de Marek Janowski, en collaboration avec Radio-France (du 10 au 16 février).

Le 3<sup>e</sup> Festival des orchestres réunira de grandes formations de Moscou, Francfort, Bruxelles, Londres, Belgrade, Luxembourg, Atlanta, Prague et Madrid, ainsi que l'Orchestre de Paris et l'Orchestre national de France. Parmi les solistes invités, on citera les noms de Montserrat Caballé, Zylis-Gara, S. Jerusalem, Sherril Milnes, etc.

Du 24 au 29 septembre, Martha Graham reprendra avec sa compagnie dix ballets qui couvrent trente ans de son activité chorégraphique. En projet, pour le mois de mai, la venue pour la première fois en France du Ballet de Shanghai.

Les spectacles de 18 h 30 rassembleront, comme d'habitude, «grands interprètes et jeunes talents», mais s'étendront aussi aux jeunes danseurs et aux musiciens de jazz. Enfin l'Orchestre académique des instruments populaires d'URSS, associé à quelques grandes voix du Bolchoï, donnera une série de concerts de musique traditionnelle et folklorique (du 2 au 18 mai).

\* Renseignements et abonnements : TMP/Châtelet, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris. Tél. : 233-44-44.

#### «Ecoutez votre siècle» à l'IRCAM

L'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain annoncent cinquante-quatre concerts à Paris, groupés sous le titre «Ecoutez votre siècle». La part la plus importante (vingt-deux programmes) sera consacrée à Schoenberg et ses contemporains au Centre Georges Pompidou en parallèle avec l'exposition «Vienne 1880-1938» (février-mai). Un festival de quatuors, en douze soirées, offrira un panorama très complet du vingtième siècle, avec sept ensembles internationaux.

A côté des Festivals Boulez (avec l'Orchestre de Paris) et Kagel (avec le groupe vocal de France), on entendra de nombreuses créations, notamment de jeunes compositeurs européens choisis par un jury composé de Nono, Xenakis, Eötvös et Lachenmann.

La collaboration de l'Ensemble intercontemporain et de l'Orchestre de Paris se poursuivra dans de grands concerts «classiques» (Stravinsky, Schoenberg, Messiaen, Webern, Ligeti, Boulez, Schmitt), comme la série de cinq concerts de musique de chambre donnés par les solistes de l'EIC.

La saison sera marquée aussi par les nombreux voyages de l'Ensemble intercontemporain à Lucerne, Bruxelles, Venise, Varsovie, etc., et surtout par une grande tournée américaine où Boulez présentera en particulier *Requiem* de la Côte Ouest à la Côte Est.

\* Renseignements et abonnements : EIC, Relations publiques, 9 rue de l'Échelle, 75002 Paris.

#### Salon russe au Théâtre des Mathurins

Quand on évoque la musique de salon, c'est toujours avec une nuance de mépris ou d'indulgence moqueuse. Toute musique qui se respecte doit se faire aujourd'hui dans les salles assises, devant des auditeurs anonymes qui ne se saluent pas au passage, en présence de la critique qui officialisera l'événement et le fera passer à la postérité. Les derniers salons, pense-t-on, ne vivent plus que dans l'œuvre de Prokofiev.

Et, cependant, il en existe encore, aussi confidentiels que ceux de naguère, cela va sans dire, et non moins précieux. N'en déplaise aux esprits forts, l'effet de la musique de chambre est en fonction inverse de la dimension des salles où on l'écoute. Il arrive ainsi qu'un artiste peu connu procure un plaisir beaucoup plus intense à cent personnes qu'une vedette n'en donnera à deux mille auditeurs qui, s'étant pressés pour l'entendre, sortent les poches vides et les oreilles à moitié pleines.

Depuis trois ans, à l'initiative de l'association Fugues (1), plusieurs salons se sont ouverts à Paris et en province, pour faire entendre des musiciens de qualité, peu connus en France, qui ont dû quitter l'Union soviétique où ils faisaient déjà carrière, sans avoir eu la chance d'être envoyés en Occident — et donc d'y être connus, comme Prokofiev ou Kremer — avant de choisir d'y rester.

À leur arrivée, ils se trouvaient totalement isolés et démunis. L'excellence de la formation reçue au conservatoire de Moscou, dans les années 50-60, leur a naturellement permis de s'insérer dans la vie musicale

des pays où ils se sont établis (les Pays-Bas, l'Allemagne, les États-Unis, l'Autriche, le Canada) : pourtant ils éprouvent une satisfaction particulière à se produire en France avec certains de leurs condisciples qui y résident, devant un auditoire chaleureux.

Le salon de musique de l'hôtel Miramon (musée de l'association publique), entre autres, a accueilli régulièrement les héritiers de la grande tradition russe des Neuhaus, Ostroïkh, Kogan, Rostropovitch, frères de ceux qui sont restés en URSS et qu'on a trop rarement l'occasion d'applaudir ici.

Le seul inconvénient des salons étant que, faute de publicité, leur existence échappe à nombre de mélomanes qui voudraient les fréquenter, l'association Fugues a fait un pas de plus en organisant la saison prochaine une série de concerts moins confidentiels au Théâtre des Mathurins, dont le cadre intime offre les garanties d'une acoustique appropriée. Ces concerts auront lieu le premier vendredi de chaque mois, du 4 novembre au 2 juin et seront précédés d'une soirée inaugurale le 29 septembre, au cours de laquelle Martha Argerich se produira en compagnie d'un jeune violoniste russe recommandé, dit-on, par Yehudi Menuhin. Chaque concert sera suivi, le lendemain, d'un cours d'interprétation destiné à prolonger le témoignage d'un style et d'une école unique au monde.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Fugues est une association privée (loi 1901), dont le siège est 23 bis, avenue Niel à Paris, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement.

## FESTIVALS

### PALMARÈS A LOCARNO

#### Trois Suisses allemands couronnés

Le jury du 38<sup>e</sup> Festival international du film de Locarno n'a surpris personne en attribuant le Léopard d'or à *Höhenfeuer*, de Fredi Murer, Suisse (*le Monde* du 16 août). Ce premier prix comporte aussi celui de la ville de Locarno, d'un montant de 10 000 francs suisses. Le deuxième prix a été divisé en deux : Léopard d'argent à *Terre jaune*, de Chen Kaige (Chine populaire) et second prix de la ville de Locarno (5 000 francs suisses) à *Tagedlebe*, de Marcel Gisler, Allemagne fédérale. *Terre jaune* (*le Monde* du 13 août) est, pour certains observateurs, le signe annonciateur d'une authentique nouvelle vague chinoise, qui, par-delà les contraintes politiques, semble décidée à rompre énergiquement avec le réalisme à l'eau de rose plus que jamais en vogue.

à New-York en vidéo avec transfert sur film. Longue chevelure blonde, enfant de 1968 attardé dans les années 80, Steiff Gruber est allé filmer outre-Atlantique une agence très spéciale qui se charge de répondre aux désirs de célibataires en quête d'une âme sœur. Deux filles ravissantes mènent la danse, qui vendent le sexe avec la voix suavement neutre d'une agence de voyages. L'essentiel se passe au téléphone. Le réalisateur se réserve le droit de tout montrer à sa manière : dépassant les servitudes du documentaire, il intervient constamment au milieu du récit. Un moment extraordinaire, d'une obscénité brute comme aurait pu l'aimer James Joyce, nous voit, face à un simple téléphone, d'être les témoins, oh plutôt les auditeurs stupéfaits d'une vendueuse de plaisir par procuration.

#### Une agence très spéciale

*Tagedlebe* (littéralement : les «valeurs de jour»), chronique berlinoise des années 80, nous révèle un jeune cinéaste suisse fixé à Berlin, Marcel Gisler. C'est un film original, très écrit, remarquablement dirigé, qui a rien à voir avec les nombreux ouvrages similaires, souvent marqués au coin de la pire paresse intellectuelle, venus d'Allemagne. Marcel Gisler prend trois personnages — chacun «émigré» de l'intérieur à sa façon — venus tenter leur chance dans la capitale : une jeune Française, qui s'est baptisée Lola et s'efforce de percer sur la scène du rock; un écrivain, Max, que ses parents continuent à aider financièrement et qui rêve de créer la grande œuvre; Laurids, musicien, homosexuel, insouciant. Ménage à trois assez étrange, vie très libre : on a rejeté les conventions, on veut s'affirmer, réussir. Max, nous dit-on, serait clairement façonné sur le jeune Brecht des années 20 plongé dans la même situation. Chaque moment de ce film est une surprise, la jeune interprète, du personnage français, Dina Leipzig, n'étant pas la moins étonnante.

Une mention spéciale a distingué un troisième film d'un cinéaste suisse, *Felish and Dreams*, de Steiff Gruber, tourné

Lausanne 1985 nous a brusquement révélé un cinéaste suisse allemand dont nous doutions un peu, malgré Daniel Schmid : le folklore est oublié, comme la révolution sur commande. Marcel Gisler et Steiff Gruber jettent un regard très incisif sur nos sociétés modernes, cependant que Fredi Murer nous rappelle que le mal, le goût du néant, ne connaissent de frontière ni dans le temps ni dans l'espace, que les tabous des communautés dites «primitives» peuvent être non moins féroces.

Seule réserve dans ce palmarès d'un festival parfaitement conçu et qui a connu un succès populaire encore plus considérable que par le passé, l'absence de *Face-à-face*, d'Adoor Gopalakrishnan (*le Monde* du 13 août), diabolique récréation de l'impasse idéologique où se débat le communisme aujourd'hui. Le jury a préféré donner son troisième prix, le Léopard de bronze, au salot *Desert Hearts*, de Donna Dietch, États-Unis, énième péan à la gloire de Lesbos dans une ambiance très hollywoodienne.

Signalons enfin que le prix officiel Ernest Araria (du nom d'un célèbre opérateur suisse), également doté d'un Léopard de bronze, est revenu au Japonais Masaki Tamura, pour sa photographie de *Himatsuri*.

LOUIS MARCORELLES.

### ATELIER D'ÉCRITURE A CHATEAUVALLON

#### Scénarios de l'épopée

Un festival du cinéma à Châteauvallon : l'idée est devenue réalité. Après avoir encouragé la création d'un lieu architectural — le Centre de rencontres — généraliste à son tour d'éclat créateurs dans le domaine musical, chorégraphique et théâtral, Gérard Faquet a décidé cette année de «provoquer la création cinématographique». Soutenu par Jack Gajos, chargé de mission au Centre national de la cinématographie, le ministère de la culture et la mairie de Toulon, il nourrit le projet de faire de Châteauvallon une capitale du cinéma.

Il a fallu tenir une double gageure : réconcilier sur le thème de l'épopée spectateurs et cinéastes, d'une part, scénaristes et producteurs, production et distribution, d'autre part. Le directeur du Centre de rencontres, pour son premier essai, se bat sur deux fronts : celui du festival destiné au public et celui, plus imprévisible, de la création cinématographique proprement dite, destinée à de futurs professionnels.

Côté festival, on a assisté, jusqu'au 13 août, à un véritable feu d'artifice : hommages rendus à de grands scénaristes, réalisateurs ou comédiens tels que Ben Barzman, Salah Abou Seif, Gleb Panfilov et Robert Mithum, et projection en compétition de films étrangers inédits en France. On tente de réhabiliter le cinéma à grand spectacle.

Et l'on a fait appel à des animateurs d'origine et de formation diverses pour diriger des ateliers d'écriture de scénarios. Côté création donc, des stagiaires répartis en groupes ont «planché» sur le spectacle de Denis Guénoun, *Le Printemps* (*le Monde* du 13 août), eo compagnie de Norma et Ben Barzman, ou sur le *Cromwell* de Victor Hugo.

Ben Barzman a gardé, en dépit de son âge et de sa vie mouvementée,

té — il a soixante-quatorze ans et a été victime à la fin des années 40 de la «chasse aux sorcières» — une vivacité d'esprit et un sens de la répartie surprenants. Le scénariste d'Edward Dmytryk, de Joseph Losey, d'Anthony Mann et d'autres réalisateurs ne manque jamais de relater avec humour une anecdote de son époque hollywoodienne. Il intervient juste à temps et juste assez pour trouver les éléments d'une scène, le dialogue approprié, ou rendre l'authenticité d'un caractère. Retour à la réalité avec André-Marc Deloche-Fourcade, membre du cabinet de Jack Lang, qui ne perd jamais de vue la dimension économique du cinéma. Mais, passionné de science-fiction, il apporte aussi sa part de rêve. Il jongle avec les contingences. C'est qu'il est, selon lui, «aussi erroné d'oublier l'argent que l'art». A l'entendre, l'épopée serait l'école par excellence du scénario, car elle oblige à se libérer des contraintes de la production pour mieux y revenir. Son mot d'ordre : «S'affranchir de la contrainte de l'argent pour mieux la gérer».

Avec Patricia Moraz, c'est une tout autre démarche. La scénariste-réalisatrice-productrice semble directement impliquée dans l'approche du sujet. Elle contourne *Cromwell*, faisant surgir un personnage que l'on n'attendait pas, introduisant dans la construction du projet un élément de modernité. Ses stagiaires perdent pied, elle les oblige à surmonter...

Place à l'imaginaire. Avec l'expérience des ateliers d'écriture — jusqu'au 21 août — un processus semble enclenché. Première pierre de l'édifice pour la création d'un Institut supérieur de l'enseignement du cinéma, ce qui est aussi le but de l'opération.

L. Ch.

## EXPOSITIONS

### «LE TEMPS DE VOIR»

#### Auprès des paysages de Hans Seiler

C'est autour de Hans Seiler que s'ordonne l'exposition annuelle du «Temps de voir», en cette ancienne grange, sis aux portes de Sens, devenu chaque été un centre d'art contemporain. L'espace y est assez vaste pour accueillir le cortège des quinze peintures ou sculptures, guirlande de l'amitié qui donne toute son ampleur à l'hommage rendu à un artiste de grande valeur pour le sort de l'ombre où sa modestie le confinait.

L'ombre, la pénombre plutôt, sied d'ailleurs à la peinture intérieure de ce Bernois tôt attiré par la France : dès 1924, il avait franchi le Jura, à partir de 1930 il s'était fixé à Paris. Le climat de l'Île-de-France a été propice à l'éclosion de ces couleurs sourdes et furtives, que les rayons d'un soleil invisible transpercent et charpentent. Car rien n'est plus solidement construit que ces toiles, comme murmurées et pétrées de tendresse. La douceur n'exclut pas la vigueur.

Le gris, toutes les nuances de gris, mélangées d'ocre ou de vert, de bleus aussi, ponctées à l'occasion de rouges discrets, enveloppent savamment paysages, natures mortes, intérieurs, et leur impriment une tonalité particulière. Cette atmosphère, propre à Hans Seiler, est-ce qu'il la crée ? En vérité, il la restitue, qu'il s'agisse des terres calcaires de l'Espagne, de ses villes mystiques —

alors un ciel de suie pèse sur les remparts de Tolède ou d'Avila, — ou des sites bretons, normands, périgourds, hollandais, noyés d'eau et de verdure sous des plafonds de nuages montonnants parfois cravés de flammes d'azur. Enfin la réalité est la sœur du rêve.

Cette peinture, délibérément inactuelle, si toutefois l'actualité se résume aux caprices de la mode, fait bon ménage avec les envois fort divers, rassemblés par Geneviève Thévenot, d'artistes parmi lesquels on citera d'abord Louttre B. parce qu'il est le fils de Bissière et que Bissière fut (avec Gramaire) le premier professeur de Seiler. Et puis défilent les intérieurs d'Alison, d'Ansel, de Cornet, les paysages plus ou moins transposés de Fagniez, de Cornu, de Michel Humier, les compositions de Nicole Bottet, de Maria Manton, de Nallard, de Gardair, de Chantarel, qui sont à peu près tous sur la même longueur d'onde. Avec les sculptures de Boissac et du regreté Karl-Jean Longuet, qui fut l'un des hôtes du «Temps de voir», le compte y est. Et les bons comptes...

JÉAN-MARIE DUMOYER.

\* «Le Temps de voir», 13, rue du Temple, Maillet (Yonne), près de Sens, samedi, dimanche, lundi et sur rendez-vous, tél. : (86) 65.12.14. Jusqu'au 28 octobre.

## CINÉMA

### «DREAMSCAPE» ET «LA CAVALE IMPOSSIBLE»

#### Cauchemars

S'il arrive que la conférence de Genève aboutisse au démantèlement unilatéral de l'armement nucléaire américain, ce sera à cause d'un cauchemar répété qui empêche de dormir le président des États-Unis. Il n'est plus tout jeune, C'est Eddie Albert qui ressemble à un Alain Cuny fatigué. A l'idée d'avoir un jour peut-être à appuyer sur le bouton fatal (craint-il de le faire par inadvertance ?) sa conscience chrétienne se révolte, lui caillote des images affreuses venues du Grand Guignol.

Or, dans un laboratoire, Max von Sydow met au point un traitement qui consiste à introduire un télescope dans les rêves d'un malade angoissé pour agir sur l'angoisse. Dennis Quaid, ancien élève de Max von Sydow, est amené en laboratoire par les sœurs de Christopher Plummer, personnage plus puissant que la CIA, que le FBI et que le chef de la Maison Blanche lui-même et qui, désespérant de la raison du président, l'envoie au laboratoire pour le faire assassiner au cours d'un cauchemar par un médium ancien drog-

gué parquidé qu'il tient à sa botte.

Ni les acteurs ni le metteur en scène Joseph Ruben ne se prennent au sérieux, mais il jouent le jeu avec une bonhomie pleine d'entrain. C'est l'agrément de *Dreamscape*, film à tout petit budget, comédie sur fond de trucs misérables qui égratignent gentiment l'innocent américain. Avec juste cette légère insolence, *la Cavale impossible* de Stephen Gyllenhaal, aurait peut-être paru moins insupportable. Malgré l'accumulation d'intraviescences et de poncifs post-hippies, cette histoire de jeunes filles injustement soupçonnées d'un massacre qui furent d'égouts en bas-fonds se pousse légèrement du col. On a rarement l'occasion de voir un film aussi lourdement moral, aussi mal bâti et mal fait, mal joué. Tatum O'Neal, Irene Cara, Peter Fonda, tous sont ridicules, et ce n'est pas de leur faute. Les Américains ont trouvé un super-Cayenne, on demande un médium pour agir sur le cauchemar.

COLETTE GODARD.

\* Voir les films nouveaux.

## PATRIMOINE

### EN SUISSE

#### Création d'un musée pour la photographie

Le musée de l'Elysée, à Lausanne, est désormais entièrement consacré à la photographie, ancienne et contemporaine. En collaboration avec la Cinémathèque suisse, il accueillera Raymond Depardon au mois d'octobre avec son reportage *San Clemente*, parallèlement à *De l'angoisse à l'extase*, un document du siècle dernier, signé Albert Londe, sur les hystériques de la Salpêtrière. Chose une troisième exposition, qui explore «la jeunesse de la photographie».

En novembre, André Kertész fera l'objet d'une grande rétrospective. Les mois de décembre et janvier seront dédiés à la revue française *Photographies*, et aux

œuvres du musée d'Orsay, de la Bibliothèque nationale et de collections privées.

Important collectionneur lui-même et éditeur, président de la Fondation suisse pour la photographie (1), Charles-Henri Favrod a la responsabilité du musée de l'Elysée. Il entend travailler en relation avec toutes les institutions françaises concernées, qu'il connaît bien. Un de ses objectifs : «Essayer d'éviter que tous les chefs-d'œuvre des dix-neuvième et vingtième siècles n'aillent enrichir que les collections américaines».

(1) Qui a son siège à la fois au Kanton de Zurich et au musée de l'Elysée.

icad

Institut Privé des Attachés de Direction

La réussite en entreprise

EN 2 ANS (BTS)

- ACTION COMMERCIALE •
- COMPTABILITÉ et GESTION D'ENTREPRISE •
- 3<sup>e</sup> ANNÉE (à l'option) •
- COMMERCE INTERNATIONAL • P.M.E. •

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

91, rue de l'Université • 75007 PARIS

Tél. (1) 551.23.90 et 555.71.00







# RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 19 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : la Loi du silence.  
Film américain d'A. Hitchcock (1952), avec M. Clift, A. Buxton, K. Madsen, B. Abernethy, O.-E. Hass, R. Dana, D. Hase (N. Rediffusion).  
A Québec, un prêtre est accusé d'un meurtre qu'il n'a pas commis. Il connaît le coupable, mais ne peut le dénoncer car il a reçu son serment en confession. Hitchcock s'est plus intéressé au transfert de culpabilité qu'au problème moral tenant à la religion catholique. Grande interprétation de Montgomery Clift.

22 h 15 Portrait de Bruno Bettelheim.  
Réal. D. Karlin. Marcia ou la forteresse vide.  
Deuxième numéro d'une série de quatre consacrée au grand psychologue Bruno Bettelheim, spécialiste dans le traitement des psychoses infantiles. Ici, Bettelheim tente d'entrer en communication avec une enfant de onze ans muette et autiste. Les images sont commentées par le psychologue lui-même. Une rediffusion d'une qualité supérieure.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Le Grand Échiquier : Carnet de notes.  
De J. Clapnet, réal. A. Fiedler.  
Les meilleurs moments du Grand Échiquier. Avec l'Orchestre de Vienne dirigé par Philippe Entremont, les ballets de Maurice Béjart, Isaac Stern, Vladimir Roudnevitch, Jean-Pierre Rimpal, le pianiste Arthur Schnabel, des acteurs, des chanteurs, de l'opéra, des variétés, la « chancellerie » du grand complexe.

23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Jour et l'Heure.  
Film français de R. Clément (1962), avec S. Signoret, S. Whitman, G. Page, M. Piccoli, R. Nader, P. Dux.

M. Bazzani (N.).  
En mai 1944, une grande bourgeoisie parisienne qui vivait à l'écart de la guerre est amenée à prendre en charge un officier américain recherché par la Gestapo. Admirable reconstruction de la France de Vichy à l'heure des choix décisifs, évolution psychologique et morale d'une femme en laquelle Simone Signoret s'est magnifiquement incarnée.

22 h 25 Journal.

22 h 30 Thalassa.  
Le magazine de la mer.  
L'optimiste, la culture à son service.

23 h 35 Rencontre de l'étranger.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
« Barcarolle » de Chopin, interprété par François Kordonoff, piano.

## CANAL PLUS

20 h 30, la Bande des quatre, film de P. Yates ; 22 h 20, Les plus grandes scènes musicales et chorégraphiques ; 23 h 20, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Trin Catherine Escudé-Lodowick) ; 23 h 50, Hill Street Blues ; 0 h 35, Inconnus, film de N.-J. Warren ; 2 h, Entre ciel et glace.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Festivals : le Chevalier à la charrette.  
21 h 30 Musique : Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron, œuvres de J.-S. Bach, Mozart, Poulenc, Berlioz, par J.-C. Parlier, piano.  
23 h 30 Musique magiques : Don Juan.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 25 juillet au Festival de Bayreuth) : « Tannhäuser », de Wagner, par les chœurs et l'Orchestre du festival, dir. G. Sinopoli, chef des chœurs N. Balasch, sol. R. Kollo ; G. Benachoura, G. Schwaab.

Mardi 20 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPE 1.  
11 h 45 La une chez vous.  
12 h 15 Jeu : Le grand labyrinthe.  
13 h 35 La bonne aventure.  
13 h 40 Journal.  
13 h 45 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.  
13 h 55 Croque-vases (et à 16 h 40).  
14 h 30 Santé sans nuances.  
Plus loin sur la planète.

15 h 30 L'été en musique : portraits francophones.  
Civitanelli Marini.  
17 h 40 La chance aux chansons.  
18 h 10 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 20 Série : Jean-Christophe.  
19 h 15 Jeu : Anagramme.  
19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.  
20 h 30 Journal.  
20 h 35 Série documentaire : Moi, l'Afrique.  
Réal. de B. Massard, J. Nocera, D. Mauro, E. Dazin.  
Première émission : Des rois, des châteaux et des pleurs. En 3 parties, un poème-fleuve, une épopée lyrique aux couleurs vives, un voyage dans le passé et le présent de l'Afrique, avec chants et danses, à travers 3 pays : le Sénégal, le Mali, le Bénin, le Congo, le Burkina.

21 h 30 Orphée aux enfers.  
Opéra en quatre actes. Musique Jacques Offenbach, livret : H. Crémieux et L. Halévy, mise en scène J. Lavelli. Avec B. Antoine, M. Masselin, B. Sinclair. Dans la campagne de Thèbes ; l'Olympe ; le Bouleau de Pluton ; les Enfers. La mythologie grecque emballée par le génie d'Offenbach.

23 h 35 Journal.  
23 h 50 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Télématin.  
12 h 30 ANTOPE 2.  
13 h 45 Récit A 2.  
14 h 10 Journal et météo.  
14 h 45 Journal : L'académie des neufs.  
15 h 35 Série : Magnum.  
16 h 25 Aujourd'hui la vie.  
17 h 20 Série : Une affaire pour Maandil.  
18 h 50 Sports été.  
Hockey sur glace : finale des championnats du monde, ULM : championnat du monde.  
18 h 40 Récit A 2.  
Vintages ; Watou-Watou ; Zora la roussie.  
18 h 40 Flash info.  
19 h 10 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 40 Feuilleté : Hôtel du siècle.  
20 h 30 Journal.

**PRATIQUE !** Comme tous les mardis et vendredis nocturnes jusqu'à 20 h 30 à la **SAMARITAINE-RIVOLI**

20 h 35 Cinéma : la Gueule de l'autre.  
Film français de P. Tchernie (1979), avec M. Serrault, J. Poirot, A. Paray, B. Lafont, C. Jurgens, G. Géro (Rediffusion).  
Un homme politique menacé de mort se fait remplacer dans ses fonctions officielles par un acteur raté, son cousin et son sosie. Cette comédie de caractères est savamment construite sur une idée à la Sacha Guitry.

22 h 15 Chefs-d'œuvre en péril.  
« Les vieux cocous », émission de P. de Lagarde.  
La restauration des avions exposés au musée de Saint-Mère-l'Église, en Normandie.

22 h 45 Journal.  
23 h 50 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 5 Dessin animé : La panthère rose.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 40 Coups de soleil.  
Francophonie de La Rochelle.

# COMMUNICATION

LA RENTRÉE SUR TF 1

## Jeux et créations

Remplir la mission de service public tout en tenant compte de ce qui se vend des chaînes privées. Ainsi pourrait-on définir la philosophie générale qui semble avoir guidé les responsables de TF 1 dans l'élaboration de leur grille de programmes de la rentrée, le but affirmé étant plus que jamais de continuer à faire, selon l'expression de son PDG, M. Hervé Bourges, de la « télévision populaire de qualité ». Le coup d'envoi est fixé au lundi 19 septembre.

Une douzaine d'émissions nouvelles, de style et d'objectif très différents, font leur apparition. Cela va du magazine culturel au divertissement, en passant par les émissions-concours et d'évasion. On constate des disparités : « Midi-Press », « La belle vie », « Côte d'Amour », « La bouillotte à la mer ». Punt fort de la chaîne, cet automne : les fictions, avec une très nette préférence pour les séries, la portion congrue étant réservée au téléfilm, qui reste dans le cadre traditionnel du vendredi soir ainsi qu'en atteste avec la thèse et la série « Série noire » dans la soirée de samedi. A noter le retour, en décembre, du célèbre téléfilm, Belphegor, qui n'avait pas été rediffusé depuis plus de vingt ans. A cette date - ce n'est pas un hasard - débute aussi la série documentaire sur le Louvre.

En total, en 1985, le volume de films produits sera augmenté de 30 % par rapport à l'année dernière. Résultat : on compte une ou deux œuvres de ce genre chaque jour : créations françaises le mercredi en début de soirée (Dallier passe dans le crépuscule de 18 heures du dimanche, juste avant 7 sur 7), réalisations étrangères, sous le label « Intrigues », le jeudi à 20 h 30, et un mélange des deux (exclusivement des reprises) les lundi, mardi, jeudi et vendredi, tout de suite après les informations de la mi-journée.

Les téléspectateurs participent. Une place privilégiée est aussi réservée au cinéma : en plus du dimanche soir, diffusion d'un long métrage français le lundi après-midi à 15 h 30. Une nouvelle émission hebdomadaire (mercredi de 17 h à 17 h 30), « Lire trois minutes », est créée à côté d'« Etoties et Toiles » et de la « Séquence du spectateur ». Elle se veut incitative aussi bien qu'infor-

matrice, et présente, « de manière originale », dit-on, les six à huit films de la semaine qui sortent dans les salles. Un jeu sur lequel on mettra de gagner des chèques-cinéma.

Deux magazines voient le jour dans le domaine culturel. L'un « Performances » (mercredi de 22 h à 22 h 30), est conçu (par Michel L'Antier) dans le style d'un journal. Il propose, en direct, un « large panorama », affirme TF 1, de tout ce qui bouge, de ce qui est neuf dans la création artistique et dans le comportement culturel des Français. L'autre, « Hauts de gammes » (samedi de 11 h à 12 h), est une émission consacrée à la musique (classique, lyrique, jazz). Eric Lippmann a la charge de ce show audiovisuel, qui sera diffusé simultanément sur France-Musique et auquel pourront participer les téléspectateurs. On attend avec une certaine impatience ces deux innovations, après la déception causée par « Tintamarts », l'hiver dernier. Quant aux documentaires, (mardi à 22 h et mercredi à 21 h 30), ils adoptent, eux aussi, le genre « série », en trois parties, et « Vies interdites », avec cinq films traitant des grandes affaires judiciaires récentes, en sont les points marquants.

ANITA RIND.

## LA SIXIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA COMMUNICATION

### Les programmes en vedette

La sixième Université d'été de la communication, organisée du 25 au 31 août à Carcassonne-Minervois (Gironde), est centrée cette année sur la production de programmes. Télévision, bien sûr, à l'heure de l'ouverture, un privé mais aussi cinéma, radio, télématique, informatique. Le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle (CREPAC) d'Aquitaine, affilié à la Ligne française de l'enseignement et de l'éducation permanente, a réuni pour cette manifestation - sorte de « rentrée » du monde de la communication - de nombreux intervenants de tout bord pour, ses débats, ses ateliers et sessions de formation. On y attend notamment le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, et les spécialistes des quatre grandes formations politiques représentées à l'Assemblée nationale pour un « Cartes sur table » sur la « communication et l'État ».

Le Monde publie dans son supplément le Monde d'aujourd'hui (daté 25-26 août) plusieurs pages autour de la production des programmes télévisuels et des choix politiques de la majorité et de l'opposition. D'autre part, trois journalistes de notre quotidien, Jean-Marie Dupont, Yves Agut et Jean-François Lacan, participeront à l'animation de « tables rondes ».

\* CREPAC d'Aquitaine, 15, rue Roda, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 81-76-40.

## SONDAGE : LES FRANÇAIS AIMENT LA PUBLICITÉ

Soixante-douze pour cent des Français ont une bonne opinion des publicitaires, et 60 % estiment que la publicité est proche de l'art : c'est ce qui ressort d'un sondage Ipsos-Point (1) publié par l'hebdomadaire ce lundi 19 août. Des chiffres éloquent, si l'on se souvient qu'il y a dix ans la majorité des Français considéraient le publicitaire et son travail dans le mensonge et le sous-produit. Aujourd'hui, selon ce sondage, la population, dans une proportion de 60 %, pense que la publicité informe ou distrait plutôt qu'elle ne manipule.

Elle ne doit pas être limitée à la télévision, estiment les personnes interrogées, notamment pour les secteurs d'activités encore interdits : culture, tourisme, travail intermédiaire, immobilier et supermarchés. Consommation de première nécessité ou activité intellectuelle, rien ne devrait plus lui résister désormais, d'autant que l'écrasante majorité des moins de trente-cinq ans, abondent dans ce sens.

A méditer par la classe politique : la forme spectaculaire des spots ou des affiches publicitaires a séduit les Français. A la question : « Des discours destinés à convaincre lequel préférez-vous ? », 55 % d'entre eux penchent pour la publicité au détriment de la politique. Chez les moins de trente-cinq ans, le chiffre atteint 72 %.

(1) Enquête effectuée du 14 au 18 juin 1985 auprès de 1 000 personnes représentatives de la population âgée de quinze ans et plus.

## APRÈS LA PERTE DU « PROGRÈS-DIMANCHE »

## M. Lignel critique la « recherche de domination » de M. Hersant

De notre correspondant

Lyon. — Le Progrès-Dimanche, Centre-Dimanche et les Dépêches-Dimanche n'ont pas paru le 18 août. C'est la conséquence d'un nouveau rebondissement dans l'imbroglio judiciaire qui oppose, depuis 1979, le Dauphiné Libéré (Grenoble) et le Progrès (Lyon) (le Monde daté 18-19 août).

Les titres dominicaux des deux groupes de presse étaient jusqu'en 31 décembre 1979 par une société commune, la SERP (Société d'éditions régionales et de publication de journaux). A la rupture des accords entre les deux quotidiens, une sentence arbitrale prévoyait : le retour, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980, des titres aux sociétés Dauphiné libéré et Delaroché, la première reprenant l'usage du titre le Dauphiné-Dimanche, la seconde de l'usage du Progrès-Dimanche, et le partage de l'actif de la SERP.

Cette décision était hiennt contestée par la SERP, au sein de laquelle le Dauphiné libéré était devenu majoritaire, grâce aux cinq actions de la famille Brémont, expropriétaire du Progrès. Le jugement de la cour d'appel de Lyon du 3 juillet confirmant que la SERP demeure propriétaire des titres du dimanche revient à « donner » le Progrès-Dimanche à Dauphiné libéré, passé entre temps sous le contrôle du groupe Hersant.

C'est du reste à M. Robert Hersant que M. Jean-Charles Lignel, PDG du Progrès, s'en prend dans l'éditorial de son journal, le 17 août : « Il ne mettra jamais la main sur le Progrès », écrit-il. « D'ailleurs s'imaginent que les ambitions de M. Robert Hersant ne sont que d'être essentiellement mercantile, mais que chacun de ses amis y prenne garde. La recherche de la domination de l'ensemble de la presse française, pourrions-nous dire l'ambition d'un « dessin national », poursuit-il, sans doute en connaissance de cause, puisqu'il vient de faire, comme président du Parti radical da Rhône, un double chemin dans la même famille politique que M. Hersant.

La direction du Dauphiné libéré, dans un éditorial publié dimanche, regrette l'article polémique de M. Lignel, qu'elle estime « désobligeant », et rappelle que, lors de la première décision du tribunal de grande instance de Lyon (juillet 1982), M. Robert Hersant n'était pas encore l'actionnaire principal du Dauphiné libéré (juin 1983).

Le coup est rude pour l'équilibre déjà précaire du groupe du Progrès. Avec un tirage moyen dépassant 430 000 exemplaires, l'édition du dimanche est la meilleure vente de la semaine. Pour la direction du journal lyonnais, l'équation est simple : « Privé d'un septième de sa substance, le Progrès doit s'alléger d'un septième de ses charges ». En clair, cela signifie le « transfert » de 214 salariés du Progrès à la SERP, aux termes de l'article L. 122-12 du code du travail, qui fait obligation au nouveau propriétaire de reprendre le personnel. A défaut, le Progrès demanderait l'autorisation de licencier.

Cette analyse n'est pas partagée par le comité central d'entreprise du groupe. « Il ne s'agit pas de transférer une partie du personnel, mais d'une partie de l'activité de l'ensemble des salariés », disent les syndicats. Dans ce cas de figure, le personnel du Progrès aurait deux employeurs, M. Lignel pendant la semaine, M. Hersant le dimanche, ce qui pourrait, pour quelques semaines de conscience, notamment chez les journalistes.

Muette pour l'instant sur la façon dont elle entend appliquer l'article L. 122-12, la direction de la société SERP devait avoir, lundi 19 août, un entretien avec les représentants du comité d'entreprise du Progrès. (Inédit.)







OFFRES D'EMPLOIS			ANNONCES ENCADRÉES		
OFFRES D'EMPLOIS	Le m/m	Le m/m TTC	OFFRES D'EMPLOIS	Le m/m	Le m/m TTC
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	122,34	DEMANDES D'EMPLOI	59,00	69,97
IMMOBILIER	69,00	81,83	IMMOBILIER	17,00	20,16
AUTOMOBILES	69,00	81,83	AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	69,00	81,83	AGENDA	45,00	53,37
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94			

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

VOTRE CARRIERE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

Le développement des activités internationales de notre Banque nous amène à recruter

## Un assistant du responsable de la zone Asie Pacifique

chargé du suivi des opérations pour les pays de l'ASIE DU SUD

Missions :

Commerciale : dans ses relations avec les institutions bancaires, financières et les grands emprunteurs de la Zone, les réseaux des agences en France et les clients.

Stratégique : dans les conclusions qu'il devra tirer de ses analyses risques-pays et de sa connaissance des marchés locaux.

De représentation : le poste étant basé à Paris, des déplacements sont prévus. Il aura également à remplir des missions sur d'autres Secteurs Géographiques.

Profil :

Diplômé Ecole de Commerce ou Ingénieur possédant une première expérience bancaire de 4 ou 5 ans dans l'international.

Négociateur ayant une connaissance approfondie de la langue et de la culture anglaise.

Ecrire sous réf. IND à Direction du Personnel 6/8, boulevard Haussmann 75009 Paris

Crédit du Nord

### GRENOBLE SOCIÉTÉ INGENIERIE INFORMATIQUE INNOVATRICE

• INFORMATIQUE TEMPS RÉEL ET INDUSTRIEL

• MINI ET MICRO

• LOGICIEL ET MATÉRIEL

recherche

• INGENIEUR COMMERCIAL

Recherche technique

déplacements fréquents en vue de première poste direction.

• INGENIEURS CONFIRMÉS

(2 à 5 ans) expérience en Télécom souhaitée.

• INGENIEURS DÉBUTANTS

Postes à pourvoir Paris et province.

Pour tous ces postes

il est demandé un niveau d'ingénieur grande école : X, ENSE, Télécom, Centrale, ENSIMAG, ENSERO, ENSET.

Ecrire avec C.V. et prétentions HAVAS 2978, 33, rue du Colonne-Bongault, 38100 GRENOBLE.

Editeur d'encyclopédies

recherche

Rédacteurs (travaux)

Méthode conceptuelle.

Haut niveau, rigueur.

Envoyer C.V. à

Direction de l'Édition

25, rue Saint-Denis, 75001 Paris, tel. 205.00.00.

Clinique banlieue Nord-Est

recherche

SURVEILLANTE GÉNÉRALE

Salaire suivant.

Tél. : 830-12-82, bur. du pers.

Recherches CHEF DE PUBLI-

CITÉ pour magazine loisir.

Tél. : 600-52-84.

### TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE (proximité RER - 15' Etoile) recherche

GESTIONNAIRES JURISTES

HF

maîtrise en droit (options

droit des assurances ou droit

de la construction appréciées)

ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire,

il leur sera confiée la gestion

de dossiers de sinistres de

la construction, tant amiables

que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo

et niveau de rémunération

sous référence 7361 à

Emplois et Entreprises

18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

En prévision de son expansion 85/86

Ogilvy & Mather

recherche un

## CHEF DE GROUPE MEDIA

Minimum 3 ans d'expérience dans le monde des media

Envoyer C.V. à Didier COLAS sous pli confidentiel Ogilvy & Mather 36, rue Brunel, 75017 PARIS

### L'informatique vous attire? Venez faire avec nous une carrière d'informaticiens

Nous sommes un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, de plus de vingt ans d'existence et resté néanmoins à taille humaine. Nous possédons une très bonne réputation dans les grands organismes du secteur public et du secteur privé. Nous recherchons :

#### Jeunes collaborateurs débutants

Vous avez plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou de gestion. Vous êtes dégagés des obligations militaires et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances en informatique : nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, (et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe).

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous réf. 1908 à A.S. Publicité 3, rue de Liège 75009 Paris qui transmettra.

### SOCIÉTÉ MORS recherche pour sa Division DÉFENSE ET TRANSPORT ingénieurs électroniciens

automatisme débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Formation ESE, ISEP ou équivalent pour

devenir Chef de Produit et assurer l'étude

et l'industrialisation de systèmes embarqués à base de microprocesseurs.

Connaissance de l'Anglais indispensable pour déplacements occasionnels à l'étranger.

Envoyer C.V. à :

SOCIÉTÉ MORS - BRION LEROUX

2 et 4, rue Newton

93155 LE BLANC-MEUNIER

emploi régional

emploi international (et départements d'Outre Mer)

### SALES REPRESENTATIVE

A Major Leader in Overnight Delivery With A Commitment To International Service

FEDERAL EXPRESS CORPORATION is the United States' leading overnight delivery carrier of high priority goods and documents, widely recognised for prompt and efficient service. We have expanded our capabilities through worldwide hubs and seek a self-motivated individual to represent our services in Paris. This would be an excellent opportunity for an energetic person to play an important role in our international growth.

This position requires an effective communicator who possesses a university degree or equivalent education or experience. Air Freight experience is required along with the ability to work independently and establish priorities. Strong negotiation and oral and written skills are essential. The ability to speak English is essential.

The successful candidate will promote the sale of Federal Express services to high volume, growth potential customers, and encourage repeat business in order to establish a solid presence in the territory.

We offer an exceptional compensation and benefits program and opportunities for professional advancement. For confidential consideration, please send C.V. or resume to: Susan Lowry, Senior Manager European Sales, FEDERAL EXPRESS, Freight Building 2, Brussels National Airport, 1030 Zaventem, Belgium.

FEDERAL EXPRESS

### GROUPE BANCAIRE ALSACE recherche

#### INFORMATICIEN PROJET

#### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

niveau MIAGE-INGÉNIEUR (débutant accepté).

Veuillez adresser candidature avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 7650 à M. de la Puie, services annonces classées, 5, rue des Ternes, 75009 PARIS.

Établissement industriel région normandie (50) recrute INGENIEURS étude de production et technico-commercial. Adresser C.V. sous réf. 5281 à Havas, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

#### L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE BASSE-NORMANDIE

Idem, recrute : D. DEBARTI

#### UN ADMINISTRATEUR

(homme ou femme)

Salaire annuel : 120 000 net.

Expérience souhaitée.

Prés de formation :

1<sup>er</sup> OCTOBRE 1985.

Adresser C.V. à E.I.B.N.

11, rue des Chénies,

14000 CAEN (31) 83-78-22.

Organisation professionnelle

recherche pour le 1<sup>er</sup> oct. 85

#### RESPONSABLE SERVICE ÉCONOMIQUE

à order

Rôle : structurer, profession-

naliser, développer l'information éco.

technique, assurer formation

continue, favoriser évolution

comportementale professionnelle

(groupements innovation tech-

rique, démarche commerciale).

Qualités : formation et exp.

niveau sup. doivent couvrir

environnement éco. des entre-

prises ; et animation-

communication sociale.

Bonne maîtrise : science

éco. IER, ESC, ARCH, INSA,

supplémentaire : goût rela-

tion soc. et pédagogie indus-

trielle, mobilité, initiative.

Envoyer C.V. et prétentions à :

MAISON DES ARTISANS,

7, bd Pasteur, 13005 Marseille.

### Direction SALES MANAGER

Dynamique société de Taux, U.S.A.

spécialisée en produits

de soins médicaux

cherche

UN DIRECTEUR DES VENTES

qualifié pour le territoire.

Demandons un individu motivé

pour la France. Égèment 2 ans

d'expérience dans le vente

médicale. Déplacements fré-

quents. Connaissance parfaite

de l'anglais. Salaire, prime

relatation, plus prime. Envoyer

C.V. et prétentions à M. Ro-

bertson, Taux Inc.

7428 Tower Street, Fort-

Worth, Texas, 78118 U.S.A.

Le syndicat suisse

du pays de Saint-Pons 34

recherche

#### LE DIRECTEUR

DU CENTRE D'ACCUEIL

POLYVALENT D'OLANQUES

Hébergement touristique

alpes pays d'accueil

centre de formation.

Louez pour animation.

Escalier gestionnaire

et animateur polyvalent.

Supérieur prof. indisciplinée,

formation sup. à dominante

gestion et animation.

Rémunération selon qualifica-

tion et expérience.

Adresser lettre manuscrite +

C.V. et prétentions avant le 31

août 1985 à : Directeur M. de

du pays de Saint-Pons, Maison

de pays, place du Foireil,

34220 St-Pons-de-Thionville.

### BANQUE INTERNATIONALE A PARIS

recherche un

## CAMBISTE confirmé

ayant 5 ans minimum de pratique du marché des changes, essentiellement comptant.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 572, à M. A. Dannenberg - CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS qui vous assure la discrétion.

### Groupe International Paris Ouest recherche

#### RESPONSABLE

DE LA GESTION D'UN IMMEUBLE DE 5000 M2 DE BUREAUX

(téléphone, telex, courants, restaurant d'entreprises, photocopies, fournitures mobiliers et matériel de bureau, entretien, gardiennage).

Le candidat retenu (30 ans environ) de formation supérieure, ayant au moins 4 à 5 ans d'expérience professionnelle dans un secteur d'activité même différent, aura sous ses ordres une équipe d'une vingtaine de collaborateurs.

Les objectifs :

- assurer un fonctionnement satisfaisant de l'ensemble

- sélectionner, proposer et mettre en place les

innovations technologiques permettant d'améliorer la gestion

- établir les prix de revient et les facturations aux utilisateurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions N. 4723 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd

Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.











# ÉTRANGER

## Aux Etats-Unis

### Le système de financement agricole menacé

Washington (AFP). - Les 213 milliards de dollars de dettes accumulées par les agriculteurs américains sont sur le point de précipiter le système de financement agricole des Etats-Unis dans une crise grave, estiment de nombreux analystes.

Cet endettement correspond aux deux tiers de celui contracté par les pays d'Amérique latine auprès des banques occidentales, et les experts à Washington s'accroissent à penser que le Congrès et le gouvernement américain seront bientôt contraints d'intervenir pour éviter une faillite généralisée. Une telle éventualité pourrait avoir, selon eux, un impact psychologique comparable à celui provoqué en 1984 par la défaillance de la Continental Illinois, alors huitième banque des Etats-Unis.

Selon un économiste de la Réserve fédérale, la situation financière du secteur agricole s'est détériorée ces douze derniers mois à un rythme nettement supérieur à celui

de la décennie écoulée. Témoins, d'une part la baisse de la valeur des terres agricoles sur laquelle sont hypothéqués les emprunts contractés et la croissance rapide du taux de défaillance dans le remboursement des prêts accordés.

Les banques commerciales comptent pour 50 % des fonds prêtés aux agriculteurs. Parmi celles-ci, les établissements bancaires agricoles, ainsi classés quand leurs engagements dans ce secteur d'activité atteignent au moins 17 %, ont enregistré, ces derniers mois, un taux de faillite remarquablement élevé. De janvier à juillet 1985, trente-deux de ces banques ont ainsi déposé leur bilan, contre trente-deux pour l'ensemble de 1984 et seulement vingt de 1981 à 1983.

Quant au Farm Credit System, système de crédit agricole rassemblant neuf cents coopératives contrôlées par les agriculteurs américains et dont l'ensemble des prêts

accordés - 80 milliards de dollars - représentent 37 % du total, il connaît également des difficultés croissantes et pourrait bien se trouver en état de quasi-faillite à la fin de cette année.

Cette situation rendra nécessaire une restructuration importante, qui ne pourra être faite sans une injection massive de fonds publics, anticipent les experts.

### L'inquiétude du gouvernement

Enfin, le gouvernement fédéral s'est lui-même retrouvé, en juillet dernier, incapable de faire face à la demande croissante de prêts de récoltes de la part des agriculteurs, quand la Commodity Credit Corporation (CCC), a été pendant un court moment, en état de cessation de paiement.

Cet organisme public, chargé de la gestion des crédits aux fermiers et des stocks d'intervention des denrées, a alors atteint pour la première fois en un demi-siècle d'existence le plafond de son droit de tirage sur le Trésor, fixé à 25 milliards de dollars. Le Congrès s'est levé de 1 milliard cette limite, pour permettre à la CCC d'octroyer les prêts en attente.

Le problème n'est pas résolu pour autant, et le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block, a exprimé à maintes reprises son inquiétude devant l'incapacité du système fédéral de financement agricole à absorber les nouvelles demandes de prêts de campagne, dont les prochaines seront faites cet automne.

Dans cette perspective, les prévisions de récoltes pléthoriques annoncées cette semaine par le département de l'Agriculture, avec notamment une production record de maïs - 210 millions de tonnes, - ne sont pas une bonne nouvelle, estiment les analystes.

En grossissant une offre trop abondante par rapport à la demande restée incangée, ces tonnes supplémentaires vont peser encore plus sur des prix déprimés et contribuer à attirer davantage les perspectives plutôt sombres de l'agriculture américaine.

### WASHINGTON VEUT DIMINUER A NOUVEAU LES IMPORTATIONS D'ACIER

Les Etats-Unis s'approprient à négocier avec un certain nombre de pays - et notamment avec le Canada - de nouveaux accords d'autorisation des ventes d'acier sur le marché américain, a-t-on appris samedi 17 août de source parlementaire.

Le gouvernement américain avait déjà négocié en septembre 1984 des accords avec les principaux pays exportateurs d'acier vers les Etats-Unis visant à limiter les importations américaines à 18 % de la consommation; mais, en dépit de ces accords - et parce que certains pays comme le Canada ont très fortement accru ces derniers mois leurs ventes d'acier aux Etats-Unis, - les importations américaines d'acier sont demeurées fort élevées : 12,9 millions de tonnes au premier semestre 1985 (soit un taux de pénétration du marché de 26,2 %) contre 12,4 millions de tonnes (et un taux de 24,2 %) lors de la même période de 1984.

### FAITS ET CHIFFRES

#### Etranger

● **Démision du président de l'Institut brésilien du café.** - Le président de l'Institut brésilien du café (IBC), M. Carlos Rischbieter, a présenté vendredi sa démission au chef de l'Etat, José Sarney.

Pen après cette annonce, le ministre des affaires étrangères a précisé que cette démission était « un acte purement administratif, qui n'affecte en rien le soutien traditionnel du gouvernement brésilien à l'Organisation internationale du café ». Le Brésil respectera tous ses engagements internationaux dans le domaine du café. M. Rischbieter, inquiet des observations, était en conflit avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Roberto Guzman, depuis que ce dernier avait proposé la dissolution de l'IBC. - (AFP)

● **La Banque mondiale achève son plan de financement de l'Ouest brésilien.** - La Banque mondiale va reprendre le financement d'un projet de développement estimé à 1,6 milliard de dollars pour l'Ouest sauvage brésilien, qui avait été suspendu en mars dernier sous la pression des Etats-Unis.

L'Ouest sauvage brésilien, connu sous le nom de *Polygonoeste*, ressemble en bien des points au Far West américain d'il y a un siècle, estiment les experts. Même une rude menée par les pionniers, même présence d'une population indienne estimée à 12 000 personnes, même escarmouches entre les deux communautés et, bien entendu, même ruée vers l'or.

Seulement les Indiens brésiliens ont trouvé des alliés inattendus en la personne des environnementalistes. Sous leur pression, le gouvernement américain - principal actionnaire de la Banque mondiale - avait opposé son veto à un projet de route, pour des raisons « écologiques ». Finalement, selon un porte-parole de l'organisation, le vice-président responsable des opérations a décidé de financer la construction d'une route ainsi que des prêts d'installation aux fermiers locaux. - (AFP)

● **Gel des salaires.** - Les salaires doivent être maintenus à leur niveau actuel pour les deux années à venir et la productivité doit être améliorée afin que l'économie de Singapour soit remise sur pied en 1987, a déclaré, jeudi 15 août, le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew.

Il a souligné qu'il ne préconisait pas une baisse des salaires, ce qui porterait un coup à la consommation et donc à l'économie. Mais il a rappelé que les salaires trop élevés avaient compromis dangereusement la croissance économique du pays. C'est-à-dire, rappelle-t-on, est passé de 10,1 % au premier trimestre 1984 à 2,7 % au premier trimestre 1985 et à 1,4 % au deuxième trimestre. Les syndicats proches du gouvernement, souligne-t-on, ont récemment indiqué qu'ils renonceraient aux augmentations de salaires qu'ils avaient proposées.

### POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de rééducation sociale, d'assistance médicale, d'éducation de la jeunesse, d'alphabétisation, de soins de santé, de réhabilitation ou de réinsertion, leur soutien financier est indispensable.

APPELEZ : 583.54.40.

# AFFAIRES

## ENTREPRISES

### OPA « inamicale » sur Sankyo au Japon

Les mentalités seraient-elles en train de changer au Japon ? Jusqu'ici, les OPA sauvages y étaient taboues et les prises de participation minoritaires ou majoritaires se traitaient de façon amicale. Ce n'est pas ainsi que M. Takami Takahashi, président de Minebea Corporation, une société « leader » dans la fabrication de supports et de composants électroniques miniatures (5,5 milliards de francs environ de chiffre d'affaires), a décidé de procéder pour prendre le contrôle de Sankyo Seiki Manufacturing, spécialisée dans les équipements de précision (3,8 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Minebea a commencé par racheter tranquillement des actions Sankyo au Kabuto-Cho, Bourse de Tokyo. Par ce moyen, le groupe a réuni 19 % du capital de cette firme, devenant son premier actionnaire. M. Takahashi a déclaré à la presse japonaise qu'il s'était assuré d'importantes lignes de crédits à l'étranger et voulait poursuivre l'opération jusqu'à l'absorption de Sankyo. Pour quelle raison ? Il y a des synergies entre les deux groupes. Minebea fait fabriquer, par une filiale à Singapour, des claviers pour mini-ordinateurs destinés à IBM et va bientôt ouvrir une unité au Japon. Sankyo produit des moteurs miniatures et des commandes de transmission pour les ordinateurs personnels.

Mais le président de Sankyo, M. Rokuichi Yamada, ne l'entend pas de cette oreille. Il a demandé à ses actionnaires institutionnels de lui prêter main-forte pour parer toute OPA et menacé de rompre les contrats de fourniture de 2 milliards de francs (300 millions de francs) passés avec Minebea, si ce groupe poursuivait ses agissements « inamicaux ».

### Les syndicats piétinent toujours devant les usines Michelin au Canada

Le Congrès du travail du Canada (CTC), le puissant syndicat des travailleurs du Canada, n'a pas réussi à s'implanter dans les trois usines Michelin installées en Nouvelle-Ecosse à Granton, Westville et Bridgewater. Dans un communiqué, le CTC reconnaît avoir une nouvelle fois échoué dans sa tentative, comme en 1979, en ne parvenant pas à réunir le nombre de signatures indispensables pour obtenir sa représentativité, soit 40 % du total (deux mille neuf cents).

Il lui en a manqué cent vingt. On sait que pour attirer Michelin dans le pays, les autorités de Toronto avaient consenti à la firme française des avantages particuliers, notamment en matière syndicale. Une loi, appelée depuis « loi Michelin », autorise, en effet, la représentation d'un syndicat chez Michelin qu'à l'express condition que celui-ci reprenne l'agrement de 40 % des personnels.

### simultanément dans les trois usines.

Les responsables locaux du CTC et ceux du syndicat des employés néo-écossais de Michelin (mille quarante membres) ne désespèrent cependant pas de pouvoir un jour participer aux négociations, salariales en particulier.

En attendant, le CTC a décidé d'aller jusqu'à la Cour suprême pour faire abroger la « loi Michelin », adoptée, il y a six ans, par le gouvernement conservateur de la province.

### Radiotéléphones : l'Italie entre dans le consortium franco-allemand

Le groupe italien Itel fait son entrée dans le consortium franco-allemand élaboré pour développer le radio-téléphone mobile. Il rejoindra les deux firmes allemandes AEG et Standard Elektrik Lorenz (filiale allemande d'ITT), ainsi qu'Alcatel-Thomson radio-téléphone et la Société anonyme de télécommunication (SAT) pour la France, au sein de l'un des quatre consortiums retenus par Paris et Bonn pour élaborer ce mode de télécommunication.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U	8,4918	8,4928	+ 125	+ 140
SE-DM	6,2185	6,2158	+ 37	+ 58
SE-£	3,5522	3,5554	+ 187	+ 177
DM	3,8555	3,8580	+ 136	+ 147
DM-£	2,7126	2,7148	+ 90	+ 98
£-DM	15,8718	15,8844	+ 8	+ 59
£-SE	3,7296	3,7339	+ 149	+ 186
£-DM	4,5334	4,5365	+ 129	+ 85
£-SE	11,7908	11,8006	+ 283	+ 165

## TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-U	SE-DM	SE-£	DM	DM-£	£-DM	£-SE
1/2	8 1/8	4 1/4	4 1/2	8 1/8	4 1/2	4 1/2	8 1/8
3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
1	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
1 1/2	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
2	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
3	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
5	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
6	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
7	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
8	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
9	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
10	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

GRUPE CGE : CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 1985

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier semestre 1985 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 34 623 millions de francs hors taxes, contre 32 872 millions de francs en 1984.

Ces deux montants ne sont pas directement comparables, en raison des modifications de structures qui sont intervenues au cours des douze mois écoulés et qui incluent notamment la prise de contrôle de Bohain Jeumont Câbles et de Calvéve Technologies Inc., l'entrée parmi les sociétés affiliées de Lynch Communication Systems Inc., la cession des intérêts du groupe dans Blancy Ouest et CPOAC.

A structures comparables, la progression d'un exercice à l'autre s'établit à 10,8 %.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total du groupe est donnée dans le tableau ci-après. Les montants réalisés au cours des premiers semestres 1984 et 1985 sont accompagnés des variations correspondantes calculées à structures comparables.

Total .....	32 872	34 623	+ 10,8 %
-------------	--------	--------	----------

(1) Y compris Thomson-Télécommunications.

La part des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global du premier semestre 1985 s'est établie à 16 %.

(1) Y compris Thomson-Télécommunications.

La part des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global du premier semestre 1985 s'est établie à 16 %.

# MARCHÉS

## BLANCO-MAIDRE BELLA BANQUE DE FRANCE

	1 <sup>er</sup> semestre 1984	1 <sup>er</sup> semestre 1985	Variation
SE-U	422 768	422 768	0
SE-DM	248 370	248 370	0
SE-£	85 924	85 924	0
DM	73 794	73 794	0
DM-£	17 788	17 788	0
£-DM	31 125	31 125	0
£-SE	23 580	23 580	0
DM-SE	180 174	180 174	0
£-DM	83 191	83 191	0
£-SE	72 468	72 468	0
DM-SE	683 230	683 230	0
SE-U	210 376	210 376	0
SE-DM	12 713	12 713	0
SE-£	5 375	5 375	0
DM	68 708	68 708	0
DM-£	25 386	25 386	0
£-DM	70 796	70 796	0
£-SE	228 151	228 151	0
DM-SE	3 630	3 630	0
£-DM	11 063	11 063	0
£-SE	683 230	683 230	0

## AUTOUR DE LA C

NOTRE TRÈS FAVORABLE A L'OPÉRATION DE RACHAT LANCÉE EN OCTOBRE 1984. - La Compagnie générale d'électricité a reçu 46 millions de francs de la part de ses actionnaires pour le rachat de 300 actions de la Compagnie générale d'électricité. Les actions rachetées ont été détruites le 15 juillet, qu'il s'agisse d'actions de la Compagnie générale d'électricité ou d'actions de la Société anonyme de télécommunication (SAT) pour la France, au sein de l'un des quatre consortiums retenus par Paris et Bonn pour élaborer ce mode de télécommunication.

## ÉTATS UNIS PROGRES DES NATIONALES DE SINGAPOUR

	1 <sup>er</sup> semestre 1984	1 <sup>er</sup> semestre 1985	Variation
SE-U	123	116	- 5,7 %
SE-DM	123	116	- 5,7 %
SE-£	123	116	- 5,7 %
DM	123	116	- 5,7 %
DM-£	123	116	- 5,7 %
£-DM	123	116	- 5,7 %
£-SE	123	116	- 5,7 %
DM-SE	123	116	- 5,7 %
SE-U	123	116	- 5,7 %
SE-DM	123	116	- 5,7 %
SE-£	123	116	- 5,7 %
DM	123	116	- 5,7 %
DM-£	123	116	- 5,7 %
£-DM	123	116	- 5,7 %
£-SE	123	116	- 5,7 %
DM-SE	123	116	- 5,7 %

## LES VALEURS

	1 <sup>er</sup> semestre 1984	1 <sup>er</sup> semestre 1985	Variation
SE-U	1027	1027	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0
DM	545	545	0
DM-£	545	545	0
£-DM	545	545	0
£-SE	545	545	0
DM-SE	545	545	0
SE-U	545	545	0
SE-DM	545	545	0
SE-£	545	545	0



**16 AOUT**

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
---------	----------------	------------------

VALUES	Dues priv.	Dues comm.
<b>SECOND MARCHÉ</b>		
AGP-RB	2285	2200
BHP	645	651
Caltex	322	325
Comp. Ind.	1000	1030
C. Engr. Syst.	100	100
C. Genl. Services	144	145
C. Genl. Services	144	145
Dagblat O.T.A.	1735	1810
Engr. S. & Desig.	746	791
Engr. S. & Desig.	746	791
Env. Design	800	855
Marine Insurance	360	360
Mathematical, Statist.	227	228
M.M.	430	430
Oil	620	620
Chem. Eng. Div.	305	302
Public Health	348	348
Automotive	618	618
Food Processing	1736	1736
Food Processing	1736	1736
S. & Genl. Services	807	808
S.C.E.P.M.	800	280
S.E.P.	800	780
Textile	227	225
Steel	528	505
<b>Horse-cote</b>		
Book	28	10
Industry	28	28
Textile	32	32

VALUES	Customer Funds Impl.	Percent net
None Invested	514/38	489/53
Invested $\leq 10\%$	100/10	80/21
P.M.E. $\leq 10\%$	304/18	290/40
Pd/Amortization	253/22	236/50
Previous Investment	339/96	307/94
Residual	762/38	148/84
Residual Transferred	54/203	56/276
Reserve Value	91/10	95/52
Str-Held $\leq 10\%$	91/10	90/21
Str-Held $\leq 10\%$ w/ P.M.E.	39/12	39/33
Str-Held $\leq 10\%$ Res	194/32	100/32
Str-Held Residual	10/26	11/26
Str-Held Transfer	621/31	593/44
Str-Held	82/33	103/51

... ..	325 78	310 98	... ..	11676 87	11587 76
... ..	423 08	403 90	... ..	348 88	331 23
... ..	12807 80	12581 73	... ..	174 88	170 30

Alleg. Vol. Power	231.92	221.40	400.00
Allegations Against	58014.57	58014.57	58014.57
Allegations not taken	58177.23	58177.23	58177.23
Alleg. (Mileage)	54865.09	54865.09	54865.09
Allegation Exempt NY	154.42	164.50	164.50
ALLIANCE of the	1240.00	1227.61	1227.61
Allegations	488.25	446.11	446.11
Allegations	488.48	488.48	488.48
Alleg 1000	242.38	231.40	231.40
Allegations	382.63	374.83	374.83
Allegations	328.38	311.86	311.86
Allegations	308.84	308.84	308.84
Allegations	321.95	321.95	321.95
SL - ERI	1082.88	1014.08	1014.08
SIG.	770.03	734.78	734.78
S.N.I.	1035.35	988.40	988.40
Solomon	439.14	419.23	419.23
Solomon	391.68	348.78	348.78
Solomon	488.14	430.68	430.68
Solomon	1057.79	1012.80	1012.80

[illegible]

• : coupon détaché; \* : droit décaissé;  
• : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent

[illegible]

BCHÉ LIBRE DE L'OR		
ET DEVISES	COURS 1976	COURS 1975
.....	88400	\$1180
.....	88500	80300
.....	386	571
.....	433	.....
.....	596	896
.....	551	551
.....	967	577
.....	2618	3800
.....	1900	1880
.....	1300	.....
.....	3470	3500
.....	546	548

## MARCHÉ LIBRE DE L'ÉCARTAGE

MONNAIES ET DEVISES		COURS prix.	CO 10
100	Or fin (Bille au laurier)	28500	81
100	Or fin (Billet)	28500	80
100	Or fin (Billet) 220 10	285	
100	Or fin (Billet) 100 10	433	
100	Or fin (Billet) 200 10	626	
100	Or fin (Billet) 100 10	581	
100	Or fin (Billet) 200 10	587	
100	Or fin (Billet) 200 10	2818	3
100	Or fin (Billet) 100 10	1950	1
100	Or fin (Billet) 50 10	1300	
100	Or fin (Billet) 100 10	3470	3
100	Or fin (Billet) 100 10	548	



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. ENTRE SOCIALISME ET LIBÉRALISME : « L'association, outil de régulation », par Serge Couderec ; « Rendre la parole aux consommateurs », par Pierre Fauchon.
- LI : la Nouvelle Question d'Extrême-Orient, de François Joyeux.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE
4. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : l'attentat à Antelias a fait 54 morts et 122 blessés.
5. DIPLOMATIE
6. ASIE
7. EUROPE

### POLITIQUE

6. L'affaire du Rainbow Warrior et ses prolongements.

### SOCIÉTÉ

7. La manifestation des défenseurs de l'école laïque à Larché.
14. Fais divers.

### SPORTS

8. AUTOMOBILISME : Prost vainqueur du Grand Prix de formule 1 d'Australie.
- ATHLÉTISME : les Français terminent derniers de la Coupe d'Europe.

### LE MONDE ÉCONOMIE

9. CÉRÉALES : la crise.
10. La chronique de Paul Fabra.

### CULTURE

11. MUSIQUE : la saison 1985-1986 à Paris.
- CINÉMA : palmarès du Festival de Locarno.
13. COMMUNICATION : la rentrée sur TF 1.

### ÉCONOMIE

16. SOCIAL
17. AUTOMOBILE : le crabot se porte bien.
- ÉNERGIE
- CONJONCTURE
18. ÉTRANGER
19. AFFAIRES

- RADIO-TÉLÉVISION (13)
- INFORMATIONS
- SERVICES (14)
- « Jeu » ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annuaire classé (15-16) ; Carnet (8) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

**Rémy**  
25<sup>th</sup> ANNIVERSAIRE  
LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ  
du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août

BIBLIOTHÈQUES, Merisier, Chêne Louis XIV, XVI, Directoire, L. Philippe  
LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE  
Noyer de France, Chêne, Merisier  
SALONS CLAIR ET STYLE  
SALLES À MANGER ET CHAMBRES  
tous styles, toutes essences de bois.  
Tout est réalisé d'après des documents  
anciens en toutes dimensions  
dans les laques et patines anciennes  
et toujours.

de commodes  
et de secrétaires  
OUVERT EN AOÛT  
80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

## LA LIBÉRATION D'ALFRED YAGHOZADEH

### Les hesbollahs voudraient obtenir leur reconnaissance politique au Liban

Amairi, fatigué mais heureux, notre confrère photographier iranien de l'agence française SIPA, Alfred Yaghozadeh est arrivé dimanche 18 août à Paris. Il avait été libéré vendredi soir à Beyrouth-Ouest près de l'hôtel Mayflower, où il avait été enlevé le 27 juin dernier. Sa libération a été obtenue grâce aux efforts conjugués d'un ami journaliste d'Actualité, Rémi Favret et du rédacteur en chef de l'agence SIPA, Claude Thierree, qui s'étaient rendus tous les deux à Beyrouth. Alfred Yaghozadeh, qui est resté volontairement discret, compte tenu des douze autres otages étrangers qui sont détenus au Liban, a cependant déclaré qu'il était resté prisonnier dans une chambre sans fenêtre, un bandeau sur les yeux, et qu'il en sortait. Changé après trois semaines de détention, il est toutefois resté à Beyrouth où il n'est intervenu à six reprises sur ses activités. Ses ravisseurs, « des religieux », a-t-il simplement dit, le priaient pour un seppin américain, israélien ou même français. Durant toute sa détention, Alfred Yaghozadeh n'a semblé-t-il jamais entendu parler des autres otages dont il ne sait rien.

Iranien, on peut penser que Alfred Yaghozadeh, qui a déjà travaillé en Liban intriguant les hesbollahs, proches de Téhéran, qui ont cherché à savoir ce qu'il faisait exactement. Le fait qu'il travaille à la fois pour une agence de presse française et des magazines américains n'était pas non plus pour leur plaisir.

Mais dans son malheur notre confrère a en une chance qui aurait pu tout aussi bien jouer contre lui. Il n'était pas une monnaie d'échange, « Rasure », sur ses activités, ses ravisseurs, qui, dit-il, lui avaient précisé qu'il était musulman et que l'islam réprimait le crime gratuit, l'ont libéré, l'invitant même à revenir au Liban. Le cas d'Alfred Yaghozadeh n'a donc pas de réel lien avec celui

#### La puissance des hesbollahs

Les hesbollahs, semble-t-il, cherchent dans cette affaire une reconnaissance qu'ils voudraient obtenir à la fois de Damas, avec lequel des négociations sont en cours, et sans doute de Paris. Depuis quelques mois, on tout cas, la puissance des hesbollahs à Beyrouth s'est considérablement accrue, comme s'est accrue l'influence de l'Iran. Quelques dizaines de gardes révolutionnaires seraient maintenant à Beyrouth alors que d'autres en nombre beaucoup plus important sont dans la Bekaa. On peut penser que les hesbollahs veulent obtenir des Syriens protecteurs d'AMAL, à qui ils viennent de livrer une cinquantaine de chars et dont ils entendent des miliciens, une reconnaissance politique au moins égale à celle d'AMAL dans le mouvement chiite. D'autre part, les hesbollahs qui cohabitent dans la Bekaa avec

l'armée syrienne, cherchent peut-être à obtenir des facilités dans cette région. Il semble donc qu'à la limite il serait plus facile à Damas d'obtenir la libération des sept Américains détenus dans la Bekaa que celle des quatre Français, car, à Beyrouth, les services syriens ne peuvent pas grand-chose contre les hesbollahs.

Ces derniers, qui reconnaissent à peu près tous l'autorité de Cheikh Fadallah, dont les contacts avec les ambassadeurs iraniens sont fréquents, se divisent cependant en différents courants, des plus radicaux pour qui la guerre avec l'Occident est fatale aux plus modérés qui souhaitent préserver un dialogue. Il est évident que la politique française à l'égard de la guerre du Golfe comme à l'égard d'Israël est passée au crible et les démarches françaises auprès du Koweït pour obtenir que les ententes des otages de décembre 1983 ne soient pas exécutées, ont été par exemple très bien accueillies par ces derniers.

En s'en remettant essentiellement au président syrien, qui a d'ailleurs assuré M. Mitterrand de son concours pour la libération des otages, la France lance une sorte de défi à Damas. Pour le président Assad qui veut prouver que rien ne peut se faire en Proche-Orient et encore moins au Liban sans son accord, la partie n'est pas simple, car elle engage sans doute au-delà de son autorité au Liban, ses rapports avec Téhéran, qui le moins qu'on puisse dire, ne convergent pas dans le pays du Cèdre.

Du résultat des négociations hesbollahs-Syrie dépend donc sans doute, pour une part, le sort des quatre otages français, MM. Kauffmann et Saurat, ont toutefois plus facilement susceptibles de bénéficier d'une « mesure humanitaire » que MM. Carton et Fontaine, que leur statut de diplomate lie plus à la politique française.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Au Gabon

### Quand M. Dumas rassérène le président Bongo

Libreville (AFP). — Le président de la République gabonaise, M. Omar Bongo, a reçu, dimanche 18 août, à Libreville, pendant près de trois heures, le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas.

M. Dumas avait assisté la veille, à la tête d'une importante délégation française, à des cérémonies marquant la vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance du Gabon. Il arrivait d'Arabie saoudite, où il avait fait une visite inopinée de quelques heures pour remettre un message de M. Mitterrand au roi Fahd.

Au Gabon, la rencontre avec le président Bongo, suivie d'un déjeuner, a été l'occasion d'évoquer les relations bilatérales. M. Dumas a souligné que le gouvernement français n'attachait aucun crédit et encore moins de valeur juridique au gouvernement gabonais en exil qui s'est constitué à Paris (le Monde du 15 août).

L'annonce de la création de ce gouvernement, composé de membres du Mouvement de redressement national (MORENA, interdit au Gabon) avait suscité une réaction du ministre gabonais de l'intérieur, MM. Kauffmann et Saurat, ont toutefois plus facilement susceptibles de bénéficier d'une « mesure humanitaire » que MM. Carton et Fontaine, que leur statut de diplomate lie plus à la politique française.

Les problèmes de l'Afrique francophone ont également été

abordés. Concernant le Tchad, M. Dumas exprime sa satisfaction de voir que les pays africains, au premier rang desquels se place le Gabon, avaient cette affaire bien en main. Il s'est réjoui que « petit à petit on s'oriente vers une solution politique ». « Je me suis félicité des initiatives prises par le président Bongo, qui reste en Afrique une personnalité importante », a dit M. Dumas.

Interrogé sur son voyage « surprise » en Arabie saoudite, le ministre a répondu : « J'ai été reçu par le roi Fahd et nous avons abordé les relations entre nos deux pays ainsi que la situation internationale. Nous avons également fait le point après le sommet de Casablanca », s'est-il contenté de déclarer.

« Une fois de plus, le cadre du président gabonais a été « payante ». Et M. Dumas, qui s'est rendu à Paris, le 14 août, de se rendre au Gabon, où il avait été invité pour les fêtes de l'indépendance, a finalement fait le voyage pour satisfaire aux vœux du président gabonais, relayés par l'Élysée. M. Dumas en a profité pour rassurer le président Bongo au sujet de la formation annoncée à Paris par le MORENA (mouvement d'opposition) d'un gouvernement en exil. Le Quai d'Orsay veillera à ce que les Gabonais de France n'importent plus leur tracas président. Assurément, M. Dumas n'était resté en Arabie saoudite dans la perspective d'un voyage que le roi Fahd pourrait faire en France à l'automne. Sans l'escalade du Gabon, ce voyage serait sans doute resté secret.

## LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

### Le Sénat propose que Nouméa dispose de vingt-cinq conseillers

Le Sénat examine une nouvelle fois, lundi 19 août, à partir de 15 heures, la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. Il le fera article par article, alors que seules les dispositions de l'article 4 (nombre des conseillers de région) avaient été examinées le 8 août par le Conseil constitutionnel. L'opposition, majoritaire au Sénat, souhaite en fait revenir au texte, amplement modifié, qu'elle avait adopté le 25 juillet.

Une nouveauté, toutefois : la commission des lois du Sénat propose maintenant le nombre de vingt-cinq conseillers pour la région sud (Nouméa). Les dispositions annulées par le Conseil constitutionnel en prévoyant dix-huit, alors que le Sénat souhaitait, à la fin du mois de juillet, que ce nombre fût porté à vingt.

Le gouvernement avance maintenant le nombre de vingt et une, nouvelle disposition adoptée le 12 août par l'Assemblée nationale.

La majorité sénatoriale se dit aussi préoccupée par les conditions — recours à l'article 10 de la Constitution — dans lesquelles le chef de l'Etat a provoqué la nouvelle délibération de la loi actuellement en cours. Elle a fait savoir qu'un recours au Conseil constitutionnel serait déposé sur ce point dès l'adoption définitive de la loi modifiée.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait la semaine dernière, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, émis la même critique, y revient dans un point de vue publié par le Figaro du 19 août.

Sous le titre « détournement de procédure », l'ancien chef de l'Etat écrit à propos de l'article 10 : « Dans l'esprit des constitutions et dans les travaux préparatoires, il est clair qu'il s'agit pour le président de la République, non pas d'intervenir dans la procédure parlementaire, mais seulement d'inviter le Parlement, par un acte solennel, à reconsidérer un texte sur lequel le président de la République a une opinion défavorable. Ceci ressort clairement du deuxième paragraphe de l'article 10 qui, pour souligner le caractère conflictuel de cette attitude, précise que cette nouvelle délibération ne peut pas être refusée. »

Selon M. Giscard d'Estaing, « l'objet évident du recours à cette procédure n'est pas d'inviter le Parlement à un nouvel effort de réflexion, mais d'éviter le recours à la procédure normale, qui risquerait de contraindre le gouvernement à déposer un nouveau projet. Il est alors très nécessaire, en vertu de l'article 74 de la Constitution, de consulter l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, celle-ci disposant d'un délai d'un mois pour faire connaître son avis. »

Le prédecesseur de M. Mitterrand juge que ce « détournement de procédure est dangereux pour l'avenir des relations entre le président de la République et le Parlement ».

« Les constituants, en effet, ont évité soigneusement toute intervention directe du président de la République dans la procédure d'élaboration des lois. Un tel usage de l'article 10, entraînant des conséquences directes sur la procédure de discussion et de vote des lois, créerait une source de conflit et de tension entre le président de la République et le Parlement. »

« L'Assemblée nationale, en tant que telle, n'est pas compétente pour modifier l'article 10, dans le cas particulier, n'est pas conforme à l'esprit et à la lettre de notre Constitution », conclut M. Giscard d'Estaing.

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 18 août, au cours du « Forum de Radio-Montecarlo », qu'il ne comprend pas les interprétations et les démonstrations faites sur le sujet par M. Giscard d'Estaing et les députés et sénateurs de l'opposition.

L'article 10 est pour lui « simple ». « Le pouvoir constitutionnel du président de la République est un pouvoir qui ne saurait être battu en brèche par celui du Conseil constitutionnel, ni encore affirmé à substituer, à moins qu'on songe à substituer la souveraineté nationale, dont le président de la République, comme le Parlement, comme l'Assemblée nationale, sont l'expression, je ne sais quelle république des juges. Alors là on ne serait plus en démocratie. »

Le président de l'Assemblée nationale a dit qu'il ne comprend pas les interprétations et les démonstrations faites sur le sujet par M. Giscard d'Estaing et les députés et sénateurs de l'opposition.

## QUARANTE ANS DEVANT UNE

### Jean-Paul II le dialogue avec

### Rencontre

La manifestation de Jean-Paul II en Afrique du Sud a été placée sous le signe d'un dialogue avec les autres. Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

Le pape a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha. Il a été reçu par le président de la République, M. F. de Klerk, et par le premier ministre, M. P. W. Botha.

مكتبة الأصل